CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.429/2
du 8 décembre 2025

sur

un avant-projet de loi ‘modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.429/2
van 8 december 2025

over

een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus en van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten’

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Le 6 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux et la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 décembre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAYEBECK, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 décembre 2025.

*

Op 6 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus en van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 december 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAYEBECK, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 december 2025.

*

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ‡ ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

OBSERVATION PRÉALABLE

1. La note au Conseil des ministres énonce :

> « 9. Proposition de décision
>
> Vu l'avis positif de l'IF, l'accord de la ministre de la Fonction publique et du Ministre du budget, le Conseil des Ministres approuve le présent avant-projet de loi et autorise qu'il soit soumis au Conseil d'État pour avis dans un délai de trente jours, conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État.
>
> Le projet sera également soumis pour avis à l'Organe de contrôle de l'information policière, à l'Inspection générale de la Police locale et de la Police fédérale, au Collège des Procureurs généraux, au Conseil fédéral de la Police, aux associations représentatives des villes et communes, au Conseil des bourgmestres et à la Commission Permanente de la Police Locale.
>
> Ensuite, l'avis du Conseil d'État et les avis précités seront examinés en deuxième lecture. Dans ce cadre, l'avant-projet sera à nouveau soumis au Conseil des ministres avec comme socle de base une dotation de 55.000.000 € pour la fusion imposée aux 6 zones de police bruxelloises ».

2. La notification de la délibération du Conseil des ministres du 18 juillet 2025 dispose :

> « 1. Étant entendu que l'on tiendra compte de la lettre du Ministre du Budget, les propositions, contenues au point 9 de la note du 15 juillet 2025, sont approuvées.
>
> 2. Par conséquent, l'avant-projet peut être envoyé pour avis au Conseil d'État, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, et aux instances reprises au point 9 de ladite note.
>
> Il sera ensuite à nouveau soumis au Conseil ».

3. La section de législation a été saisie de l'avant-projet le 6 novembre 2025.

Le dossier soumis à la section de législation contient notamment les éléments suivants :

– L'avis de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale du 22 août 2025 ;

– L'avis de Brulocalis du 26 août 2025 ;

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

– L'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière du 28 août 2025 ;

– L'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 9 septembre 2025 ;

– L'avis de la Commission permanente de la police locale du 15 septembre 2025 ;

– L'avis de la Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten du 23 septembre 2025 ;

– Le protocole de négociations des services de police du 10 septembre, du 16 septembre et du 23 septembre 2025 ;

– L'avis du Collège des procureurs généraux du 25 septembre 2025 ;

– L'avis du Conseil des Bourgmestres du 1er octobre 2025 ;

– L'avis du Conseil fédéral de Police du 8 octobre 2025.

4. Interrogée sur la question de savoir si l'avant-projet soumis à la section de législation constitue une version amendée de l'avant-projet délibéré le 18 juillet 2025 en Conseil des ministres afin de tenir compte des formalités accomplies, la déléguée a expliqué :

> « L'avant-projet soumis à la section de législation constitue le texte tel qu'adopté par le Conseil des ministres le 18 juillet 2025.
>
> Suite à la négociation syndicale, deux syndicats n'ont pas rendu d'avis. Deux syndicats ont signé un protocole d'accord. Une partie des remarques formulées par les syndicats a fait l'objet d'accords avec l'auteur du projet en vue de modifier le texte ; ces accords ne sont pas répertoriés dans la version du 18 juillet, puisqu'elle lui est antérieure.
>
> Par ailleurs, les différents avis rendus peuvent donner lieu à des modifications ponctuelles du texte mais il n'y a pas à ce stade d'accord sur un texte amendé au sein du gouvernement ».

5. Un délai de près de quatre mois s'est donc écoulé entre la délibération du Conseil des ministres invitant l'auteur de l'avant-projet à soumettre ce dernier à la section de législation et la saisine effective de celle-ci. Ce délai a été mis à profit pour accomplir toutes les autres formalités préalables requises en vertu de la même délibération. Il est vraisemblable que l'avant-projet sera adapté pour tenir compte des avis ainsi déjà obtenus puisqu'il ressort du présent avis que l'auteur de l'avant-projet entend prendre en considération nombre des observations formulées lors de ces consultations. Dans un tel contexte, et s'agissant de l'adoption d'un texte institutionnellement structurant, il aurait été en l'espèce préférable de soumettre au Conseil d'État un avant-projet définitif aux yeux de son auteur, gage d'une consultation pleinement opérante de la section de législation.

6. Si la prise en compte des formalités déjà accomplies devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 184 de la Constitution énonce :

« L'organisation et les attributions du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglées par la loi. Les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglés par la loi ».

Dans son arrêt n° 7/2009 du 15 janvier 2009, la Cour constitutionnelle a jugé :

« B.4.1. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler l'organisation du service de police intégré, structuré à deux niveaux, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul cette matière ; l'article 184 de la Constitution garantit ainsi qu'elle fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

Le manquement à cette disposition est constitutif d'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution puisqu'une catégorie de citoyens se verraient de la sorte privés de manière discriminatoire de la garantie que constitue l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue.

B.4.2. […] Bien que l'article 184 de la Constitution réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral – lequel doit en régler les éléments essentiels –, il n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi, voire à d'autres autorités désignées par le législateur. Une telle délégation n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur […] ».

Le principe de légalité consacré par l'article 184 de la Constitution s'applique également au financement des zones de police [1], lequel relève de la notion d'organisation du service de police intégré.

Dès lors, les éléments essentiels relatifs à ce financement doivent être fixés par la loi elle-même et ne peuvent être délégués au pouvoir exécutif.

Afin de satisfaire à ces exigences, l'habilitation au Roi prévue à l'article 41, § 1er, alinéa 2, en projet (article 65, 1°, de l'avant-projet), qui lui confie le soin de déterminer le mode de calcul de la dotation fédérale de base, doit être davantage encadrée [2].

[1] Voir en ce sens l'avis 64.240/1-2-4 donné le 8 octobre 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 15 janvier 2019 'modifiant des dispositions relatives à la politique scientifique, la police intégrée et la défense', *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3406/1, pp. 15-20.

[2] La question se pose par ailleurs de savoir s'il n'y pas lieu de prévoir une habilitation du même ordre – sous réserve des mêmes critiques – pour ce qui concerne le mode de calcul de la dotation complémentaire visée à l'article 41, § 2, de la loi du 7 décembre 1998.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour

– l'habilitation prévue à l'article 41*bis*, alinéa 2, en projet (article 66 de l'avant-projet) qui confie au Roi la compétence de fixer les conditions d'octroi et les critères d'éligibilité des moyens budgétaires complémentaires visés à cet article [3] ;

– l'habilitation figurant à l'article 115*bis*/1 en projet (article 117 de l'avant-projet) de déterminer les montants des subventions ainsi que les critères d'éligibilité et conditions de sélection.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Les lois ne comportent pas de préambule mais sont précédées d'un arrêté de présentation [4].

Sauf dans le cas où l'urgence est invoquée en application de l'article 3, § 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', il n'est pas nécessaire de faire référence à l'avis du Conseil d'État dans l'arrêté de présentation d'un projet de loi [5].

DISPOSITIF

Article 1er

Selon cette disposition, la loi à adopter règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Cette qualification ne vaut cependant pas pour les articles 16, 17, 24 et 25 de l'avant-projet. En effet, ces dispositions visent à abroger les articles 18*ter*, 18*quater*, 21*ter* et 21*quater* de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', qui ont trait aux recours en matière de validité des élections et démissions des membres

[3] Bien qu'il ressort du commentaire de la disposition que l'objectif est de renforcer la base légale des subventions spécifiques en limitant leur usage aux seuls cas de charges financières clairement identifiées et d'empêcher que des « arrêtés royaux soient pris sans encrage juridique ou sans justification précise des critères utilisés » et de « tirer les enseignements de l'arrêt n° 260.620 du Conseil d'État du 13 novembre 2024 », la modification proposée comporte des critères dont le caractère imprécis ne permet pas d'encadrer à suffisance l'habilitation conférée au Roi.

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 18.

[5] *Ibidem*, recommandation 36.4.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

du conseil de police devant la députation permanente [6] agissant en tant que juridiction administrative ou devant le Conseil d'État.

Il découle en effet de l'article 78, § 1er, alinéa 1er, 4°, de la Constitution que « les lois relatives au Conseil d'État et aux juridictions administratives fédérales » constituent une matière qui doit suivre la procédure bicamérale optionnelle.

Il convient, pour ce motif, de distraire les articles susmentionnés de l'avant-projet (monocaméral pour le surplus) et de les reproduire dans un projet de loi distinct [7], déposé à la Chambre des représentants, dont l'article 1er visera l'article 78 de la Constitution.

Article 2

L'article 2 vise notamment à attribuer la personnalité juridique aux zones de police unicommunales.

Comme en a convenu la déléguée, l'avant-projet sera complété par une disposition transitoire destinée à tenir compte du processus lié à l'octroi de cette personnalité juridique.

L'avant-projet sera par ailleurs complété pour préciser les conséquences de l'attribution de la personnalité juridique aux zones de police unicommunales, en particulier en ce qui concerne le personnel et le patrimoine de la zone afin d'assurer la clarté et la sécurité juridique du dispositif.

L'avant-projet sera revu à la lumière de cette observation.

Article 3

1. L'article 9/1 en projet combine une échéance fixe (« Le Roi institue la police locale de cette zone de police nouvelle […] au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent article ») avec ce qui semble constituer une condition suspensive (« lorsqu'il constate que les conditions suivantes sont remplies : ») sans préciser ce qu'il advient si les conditions ne sont pas réunies à l'expiration du délai.

Cette articulation soulève une incertitude juridique : la question se pose de savoir si l'échéance est impérative, auquel cas le défaut de réalisation des conditions ne ferait pas obstacle à l'institution de la police locale, ou bien si les conditions prévalent, rendant le délai purement indicatif.

[6] Ou le collège visé à l'article 83*quinquies*, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

[7] Ce projet de loi contiendra également une disposition visant à supprimer l'article 16, alinéa 1er, 6°, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Interrogée sur la question, la déléguée a expliqué :

« Si ces trois conditions ne sont pas remplies, la tutelle coercitive peut être appliquée conformément à l'article 89 de la loi. Le gouverneur, ou le ministre de l'Intérieur, peut exécuter des mesures qui découlent des obligations liées à l'application de ces trois conditions ».

Le dispositif sera précisé en ce sens et, le cas échéant, adapté afin de s'articuler de manière cohérente avec la précision apportée.

La même observation vaut pour l'article 124 de l'avant-projet qui vise à modifier l'article 257*quinquies*/5 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux'.

2. La disposition en projet ne détermine pas clairement quelle autorité doit réaliser les conditions visées à l'article 9/1, § 1er, alinéa 2, en projet.

Interrogée sur la question, la déléguée a expliqué :

« [Il s'agit du] collège de police avec l'aide des chefs de corps des zones de polices concernées. Il est recommandé que, en concertation mutuelle, ils désignent un coordinateur chargé d'accompagner le processus de fusion.

L'auteur d'avant-projet propose également de modifier la formulation afin qu'il soit plus clair que ces conditions doivent être respectées et que le Roi institue la zone une fois que ces conditions sont remplies ».

Le dispositif sera clarifié en conséquence.

3. L'article 9/1, § 2, en projet prévoit que la phase de préparation opérationnelle est appuyée par le gouverneur à la demande des bourgmestres et des chefs de corps, mais il ne précise ni les modalités de cette demande ni la majorité requise pour l'introduire, ni la nature exacte de l'appui attendu.

En outre, la disposition en projet ne précise pas qui assume les différentes initiatives prévues lors de la phase préparatoire déterminée au paragraphe 2 ni les conséquences éventuelles de l'absence de concrétisation des différentes mesures.

Le dispositif ou, le cas échéant, le commentaire de l'article sera complété en conséquence.

4. Sur ce qu'il convient d'entendre par « politique locale de sécurité intégrée » à l'article 9/1, § 2, alinéa 3, 3°, en projet, la déléguée a expliqué :

« Le futur plan zonal de sécurité intégrée. L'auteur n'a pas d'objection à le reformuler en ces termes ».

La section de législation suppose qu'il s'agit du plan zonal de sécurité mentionné à l'article 36 de la loi du 7 décembre 1998.

Le dispositif sera clarifié au regard des explications de la déléguée.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

5. À l'article 9/1, § 2, alinéa 3, 4°, en projet, la question se pose de savoir ce qu'il convient d'entendre par la « valorisation » des actifs immobilisés dans le cadre de la fusion des zones de police.

Le commentaire de l'article gagnerait à être précisé à cet égard.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera de la correcte articulation de cette disposition avec les articles 257*quinquies*/7 et /8, de la loi du 7 décembre 1998 applicables en vertu de l'article 9/1, § 3, en projet, qui ne semblent pas laisser de marge d'appréciation quant aux transferts des biens des anciennes zones de police vers les nouvelles.

6. Dès lors que l'article 107 de l'avant-projet entend abroger l'article 91/3 de la loi du 7 décembre 1998, cette disposition ne doit pas être mentionnée à l'article 9/1, § 3, en projet.

Article 4

1. L'article 10 de la loi du 7 décembre 1998 énonce :

> « Chaque zone de police dispose d'un corps de police locale. Dans les zones pluricommunales, la police locale est organisée de manière telle à disposer d'un ou plusieurs postes de police dans chaque commune de la zone ».

L'article 4 de l'avant-projet entend compléter cette disposition par les mots « et en tout cas de manière à garantir l'accessibilité de la police ».

2. Le commentaire des articles prévoit notamment que

> « [l]es postes de police doivent être organisés de manière à garantir la disponibilité de la police. Cette disponibilité doit également être envisagée de manière dynamique. Le poste de police pourrait ainsi prévoir des assistants numériques et virtuels afin d'améliorer la qualité du service. Un habitant pourrait alors contacter efficacement la police locale de sa commune à distance, en fonction de sa demande.
>
> Cela ne porte toutefois pas atteinte à la fonction d'accueil de la police et n'implique pas qu'un assistant numérique et virtuel puisse remplacer le poste de police physique. Le poste de police peut également prévoir que les habitants ne doivent pas toujours se rendre au poste de police physique en mettant en place des postes de police mobiles. La police locale sera ainsi mieux à même de répondre aux besoins des habitants les plus vulnérables (notamment les personnes âgées, les jeunes et les étudiants, etc.). Pour ces groupes, le seuil pour se rendre au poste de police physique est parfois plus élevé. Le déploiement dynamique de véhicules sur rendez-vous permet de réduire considérablement ce seuil. En conséquence, l'article 10 est complété afin de garantir la disponibilité de la police à tout moment.
>
> Il n'est en effet pas toujours évident, notamment dans des zones de police ne comportant pas de grandes villes, de s'organiser de manière à disposer de postes de police accessibles au public tous les jours, pendant des plages horaires suffisamment larges, dans chaque commune. Cette précision apportée à l'article 10 permet d'insister sur l'objectif d'accessibilité au public, permettant ainsi d'envisager cette obligation de manière plus souple, en utilisant par exemple les possibilités offertes par la digitalisation ou en se déplaçant sur demande vers les personnes qui souhaitent entrer en contact avec la police locale ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Comme l'a rappelé la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 106/2004, il convient de tenir compte du fait que « chacun n'a pas un accès égal aux techniques informatiques » [8] et que « […] le principe d'égalité et de non-discrimination peut être violé lorsque le législateur traite de la même manière des personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes » [9].

En outre, l'article 22*ter* de la Constitution reconnaît à chaque personne en situation de handicap « le droit à une pleine inclusion dans la société, y compris le droit à des aménagements raisonnables ». L'article 9 [10] de la Convention des Nations Unies 'relative aux droits des personnes handicapées', adoptée à New York le 13 décembre 2006, reconnaît également en faveur des personnes handicapées un droit à l'accessibilité aux services publics. Or, le handicap peut, dans de nombreuses hypothèses, constituer un frein à l'accès au numérique.

Bien que le dispositif est rédigé en manière telle que soit renforcée la garantie d'accessibilité de la police, il ne ressort pas clairement du commentaire de la disposition comment cette accessibilité sera effectivement assurée. À cet égard, s'il est question d'assouplir l'obligation d'assurer l'accessibilité des postes de police au public par la voie de la digitalisation ou de déplacements sur demande, cet assouplissement ne peut être admis au regard des dispositions constitutionnelles et conventionnelles précitées que dans l'hypothèse où il est garanti que lorsque la personne concernée n'est pas en mesure d'accéder à la police par la voie digitale, elle puisse disposer d'un accès à un poste de police physique ou une équipe mobile.

Le commentaire sera revu pour préciser la manière dont cette accessibilité sera effectivement garantie.

Article 8

1. En Région wallonne et en Communauté germanophone, le « collège des bourgmestre et échevins » est dénommé « collège communal ».

Dès lors, toute référence au « collège des bourgmestre et échevins » doit être entendue comme visant le collège communal pour ce qui concerne ces entités, ce que gagnerait à préciser le dispositif en projet.

---

[8] C.C., 16 juin 2004, n° 106/2004, B.14. Voir également C.C., 25 septembre 2025, n° 126/2025.

[9] *Ibidem*.

[10] Cette disposition précise notamment : « 1. Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres :
a) Aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail ;
b) Aux services d'information, de communication et autres services, y compris les services électroniques et les services d'urgence ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

2. L'alinéa 6 dispose que « [s]auf autre accord entre les membres du collège de police, la présidence est exercée pour une durée minimale de deux ans et une durée maximale de six ans ».

La portée de cette faculté d'accord demeure incertaine. La question se pose de savoir s'il doit y être vu la possibilité d'instaurer des présidences d'une durée inférieure à deux ans ou s'il s'agit plutôt d'autoriser, comme cela semble ressortir du commentaire, un système de présidences tournantes, sous réserve que chacune d'elles respecte les durées prescrites.

Le texte sera précisé.

3. L'alinéa 7 sera, comme en a convenu la déléguée, revu pour tenir compte du caractère éventuellement échelonné des installations des conseils communaux.

Article 9

1. L'article 13 en projet énumère les compétences du collège de police, désormais seul organe de gestion des zones de police.

Une telle énumération est susceptible de présenter des difficultés, dans la mesure où les compétences qui ne seraient pas expressément mentionnées, ou insuffisamment explicitées, pourraient être interprétées comme étant exclues.

Par exemple, l'alinéa 2 en projet ne prévoit pas que le collège puisse agir au nom et pour le compte de la zone de police en tant que demandeur dans d'autres affaires que les « actions en référé, comme en référé et les actions possessoires ». Comme en a convenu la déléguée, les mots « toute action en justice, y compris » seront insérés avant les mots « actions en référé ».

L'auteur de l'avant-projet s'assurera donc que l'énumération englobe bien l'ensemble des actes utiles ou nécessaires à poser pour l'administration de la zone.

Le texte sera réexaminé en conséquence.

2. L'alinéa 3 prévoit qu'« [à] la demande du collège de police, le conseil communal territorialement compétent est habilité à exproprier au profit de la zone de police pour cause d'utilité publique, conformément à l'article 61, § 1er, de la loi-programme du 6 juillet 1989 ».

Il convient de préciser si le bien exproprié doit être transféré dans le patrimoine de la commune avant d'être affecté à la zone de police ou si le transfert s'opère directement entre le patrimoine de l'exproprié et celui de la zone de police, la commune n'agissant alors qu'en qualité d'intermédiaire.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 31

1. Interrogée sur la raison qui justifie que la disposition en projet ne prévoit pas un nombre minimum de réunions au sein du collège, la déléguée a précisé :

> « L'auteur suggère de prévoir une exigence minimale de réunions annuelles du collège de police (10 fois par an) pour avoir une fréquence minimale de réunions ; cela garantit le suivi administratif et le contrôle démocratique ».

Le dispositif sera précisé en ce sens.

2. L'article 25, alinéas 3 et 4, en projet énonce :

> « Le gouverneur est invité aux réunions du collège de police, notamment lorsqu'un point à l'ordre du jour présente un intérêt particulier pour la coordination ou l'équilibre intercommunal.
>
> Le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, le Haut Fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale participent aux réunions du collège de police, sans voix délibérative ».

À l'alinéa 3 en projet, l'utilisation du mot « notamment » semble indiquer que l'invitation faite au gouverneur d'assister aux réunions ne se limite pas à l'hypothèse visée après ce mot (« lorsqu'un point à l'ordre du jour présente un intérêt particulier pour la coordination ou l'équilibre intercommunal ») tandis qu'il ressort du commentaire de cet article que c'est uniquement dans cette hypothèse que le gouverneur est invité.

Par ailleurs, dans le même alinéa, les mots « est invité » semblent indiquer que le collège est tenu d'inviter le gouverneur, tout comme, à l'alinéa 4 en projet, le mot « participent » semblent indiquer que les personnes concernées doivent participer.

Il convient toutefois d'examiner cette disposition en parallèle avec ce qui est prévu pour l'invitation du gouverneur et des personnes visées à l'alinéa 4 en projet aux réunions du bureau du collège. Ainsi, l'article 28/1, § 2, alinéas 3 et 4, en projet de la loi du 7 décembre 1998 (article 49 de l'avant-projet) dispose comme suit :

> « Le gouverneur peut être invité à participer aux séances du bureau, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour.
>
> Le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, le Haut Fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent participer aux réunions du bureau ».

Le commentaire de l'article précise à cet égard ce qui suit :

> « Par analogie avec les réunions du collège de police, les gouverneurs peuvent être invités aux réunions du bureau. Cela en raison de leur rôle particulier dans l'élaboration d'une politique de sécurité cohérente. Le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, le Haut Fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale pourront également participer aux réunions du bureau si celui-ci a été créé ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

La question se pose ainsi de savoir si l'auteur de l'avant-projet entend, pour le collège comme pour le bureau, prévoir l'invitation obligatoire du gouverneur et la présence obligatoire des personnes mentionnées ci-dessus – ce qui, en cas de non-respect de ces obligations, peut affecter la régularité des délibérations – ou si, comme pourrait le laisser entendre l'utilisation des termes « peut être invité » ou « peuvent participer », l'intention est d'autoriser la participation du gouverneur et des autres personnes mentionnées au collège de police et au bureau et, dans cette hypothèse, si l'intention est tout de même de prévoir une obligation d'invitation.

Le dispositif et le commentaire seront clarifiés sur ces différents aspects.

Enfin, il sera précisé, comme l'a expliqué la déléguée, que le gouverneur dispose d'une voix consultative.

3. À l'alinéa 4 en projet, il sera précisé que le Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale intervient en sa qualité d'organe de l'Agglomération bruxelloise afin d'éviter toute ambiguïté quant à la nature de son intervention [11]. Il en va de même pour les autres références au Ministre-président figurant dans l'avant-projet.

[11] L'article 2 de la loi du 7 décembre 1998 énonce :
« Dans la présente loi, on entend par : 1° le gouverneur : le gouverneur de province ou les autorités compétentes de l'agglomération bruxelloise en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ».
Cet article 48 dispose :
« Sans préjudice des alinéas 2 à 4 et sans préjudice […] de l'application de l'article 53 de la présente loi, les attributions du Conseil et du collège de l'agglomération bruxelloise sont exercées respectivement par le Parlement et le Gouvernement visés à l'article 1er, dans le respect des règles de fonctionnement établies au Livre premier, à l'exception de l'article 37 de la présente loi.
Les attributions visées à l'article 4, § 2*quater*, 1°, 2° et 7°, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes sont exercées par le président du gouvernement visé à l'article 34.
Le gouvernement attribue à un haut fonctionnaire qu'il désigne, sur l'avis conforme du gouvernement fédéral, certaines de ces missions, en particulier celles relatives à la sécurité civile et à l'élaboration des plans relatifs aux situations d'urgence, et à l'exclusion de celles relatives au maintien de l'ordre, à la coordination de la sécurité et à l'harmonisation des règlements communaux de police. Si l'avis du gouvernement fédéral n'est pas rendu dans les quarante jours de la notification par le gouvernement de région de la proposition de nomination, il est réputé être favorable.
Les attributions visées à l'article 4, § 2*quater*, 3° et 4°, de la même loi sont exercées par le gouvernement visé à l'article 34 ».
L'article 4 § 2*quater* de la loi du 26 juillet 1971 'organisant les agglomérations et les fédérations de communes' énonce quant à lui :
« L'agglomération bruxelloise :
1° exerce les compétences visées aux articles 128 et 129 de la loi provinciale, ainsi que les compétences qui, dans des lois particulières, sont attribuées au gouverneur de province, sauf si ces lois particulières en disposent autrement ;
2° coordonne les politiques de sécurité et, dans ce cadre, assure et coordonne l'observation et l'enregistrement de la criminalité ;
3° élabore le plan régional de sécurité, visé à l'article 37*bis* de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;
4° exerce la tutelle sur les budgets des zones de police ;
5° encourage la mutualisation de services administratifs des zones de police ainsi que le recours par celles-ci à la centrale d'achat pour l'acquisition de matériel ;
6° coordonne les politiques de prévention ;
7° propose un texte d'harmonisation des règlements de police, dans le respect des spécificités communales ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Il sera également précisé que les personnes visées à l'alinéa 4 en projet ne peuvent assister qu'aux séances du collège de la zone de police de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

4. La question se pose de savoir quelle est la portée de la présence du vice-gouverneur au sein du collège compte tenu des compétences que lui attribue l'article 65 des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966.

Le paragraphe 3 de cette disposition lui confère le pouvoir de suspendre l'exécution des actes pris par une autorité communale ou un centre public d'aide sociale de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale lorsqu'ils contreviennent aux règles relatives à l'emploi des langues en matière administrative. Cette compétence ne vise donc *a priori* pas les actes des zones de police, lesquelles disposeront toutes d'une personnalité juridique distincte des communes suite à l'entrée en vigueur de l'avant-projet.

Le paragraphe 4 lui permet, par ailleurs, d'examiner les plaintes relatives au non-respect de ces lois coordonnées ou des arrêtés royaux qui s'y rapportent, introduites par une personne physique ou morale et concernant des matières localisées ou localisables dans une commune de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Or, cette compétence suppose une saisine par plainte, ce qui n'est pas nécessairement le cas lorsqu'il assiste aux réunions du collège de police.

La disposition en projet sera réexaminée en conséquence.

Articles 34, 56, 64 et 89

L'article 25/3 en projet (article 34 de l'avant-projet) prévoit que les conseils communaux des communes composant la zone de police sont appelés « à délibérer » sur le budget et les éventuelles modifications budgétaires [12].

L'article 34 en projet (article 56 de l'avant-projet) attribue au collège de police la compétence d'approuver les comptes annuels ainsi que le budget des dépenses et des recettes de la zone, aucune approbation du budget ne pouvant intervenir que si les comptes de l'avant-dernier exercice ont été définitivement arrêtés par l'autorité de tutelle [13].

L'article 40 en projet (article 64 de l'avant-projet) prévoit en outre que les conseils communaux des zones votent la dotation à affecter au corps de police locale.

[12] Il est question à plusieurs reprises dans le commentaire de l'article d'une « délibération » des conseils communaux portant sur les projets de budget, de modification budgétaire ou de comptes remis par les collèges de police, projets qui seraient accompagnés des annexes requises pour leur « adoption définitive ».

[13] Le commentaire consacré à l'article 63 de l'avant-projet précise également que « [c]ompte tenu de la suppression des conseils de police et du fait que les zones unicommunales acquièrent la personnalité juridique avec cette réforme, le budget de la police locale est approuvé par le collège de police ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Enfin, l'article 75, alinéa 2, en projet (article 89 de l'avant-projet) prévoit que « les modifications du budget de la police sont décidées par les conseils communaux au plus tard le 15 novembre de l'année budgétaire ».

L'articulation entre ces différentes dispositions ne permet pas de déterminer de manière univoque qui est chargé d'adopter le budget.

L'avant-projet précisera en conséquence de manière cohérente la répartition des rôles entre le collège de police et les conseils communaux en ce qui concerne le processus d'adoption du budget des zones de police afin d'éviter toute ambiguïté.

L'avant-projet et son commentaire seront clarifiés en conséquence.

L'attention est particulièrement attirée, à cet égard, sur la circonstance que dans le cadre d'une zone de police pluricommunale, les mécanismes envisagés doivent assurer un fonctionnement efficient du système. Il s'agira, dans ce sens, d'examiner si l'intention est que les délibérations d'un conseil communal puissent aboutir à tenir définitivement en échec l'adoption de budgets, de modifications de budgets ou de comptes afférents à la zone.

Article 44

1. À la question de savoir pourquoi l'article 27, § 1er, en projet limite l'accès des conseils communaux aux seuls actes et documents relatifs à la gestion budgétaire et aux marchés publics de la zone de police, et comment cette disposition s'articule avec le paragraphe 3 qui semble consacrer un droit d'information plus large, la déléguée a indiqué qu'il convient de ne maintenir que la possibilité d'information plus étendue prévue au paragraphe 3.

Le texte sera revu en conséquence.

2. La délégation accordée aux collèges de police de fixer les modalités permettant aux conseils communaux d'accéder aux actes et documents visés aux paragraphes 1er et 3 n'est admissible au regard du principe de légalité, tel qu'il découle de l'article 184 de la Constitution, qu'à la condition que ces modalités se limitent à des aspects accessoires et ne portent pas atteinte au droit d'accès garanti par la disposition en projet.

Ces modalités ne peuvent dès lors concerner que la forme de communication des actes et documents, et non instaurer des conditions de consultation qui compromettraient l'effectivité du droit d'accès.

Afin d'éviter toute difficulté, comme en a convenu la déléguée, il sera prévu *a minima* que les conseillers communaux puissent obtenir la communication de ces documents par voie électronique.

3. La notion de décisions « relatives aux affaires concernant des décisions à portée individuelle » est ambiguë.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Interrogée sur ce point, la déléguée a indiqué qu'« [a]fin d'être davantage conforme au RGPD, l'auteur propose la suggestion suivante 'des décisions qui contiennent des données à caractère personnel' ».

Il convient toutefois d'attirer l'attention sur le fait que de nombreuses décisions sont susceptibles de comporter des données à caractère personnel et que certains actes purement individuels peuvent présenter un intérêt direct pour les conseils communaux, comme la proposition motivée de désigner le chef de corps de la police locale (article 48 en projet, article 71 de l'avant-projet) ou la désignation du comptable spécial (article 30 en projet, article 52 de l'avant-projet).

La réglementation en matière de protection des données n'interdit pas la communication de données à caractère personnel à la condition qu'elle soit nécessaire aux finalités légitimes poursuivies, en l'occurrence le contrôle exercé par les conseils communaux [14].

L'auteur de l'avant-projet s'assurera dès lors que l'exclusion de l'ensemble des « décisions qui contiennent des données à caractère personnel » du droit d'information des conseils communaux correspond à l'intention poursuivie.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour le texte en projet à l'article 50, 7°, de l'avant-projet [15].

4. Au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « notamment » sera omis de la version française.

Comme en a convenu la déléguée, le rapport mentionné au paragraphe 2 portera également sur l'affectation territoriale du cadre administratif et logistique des services de police.

Le texte sera revu en conséquence.

5. À l'article 27, § 1er, alinéa 2, et § 4, alinéa 2, en projet, le droit de regard ou d'interrogation des conseillers communaux ne porte que sur les décisions prises par le collège de police. Compte tenu des compétences importantes pouvant être déléguées par ce dernier au bureau, la question se pose de savoir si le mécanisme ainsi institué correspond bien à l'intention poursuivie qui est d'assurer une information complète des conseillers communaux sur le fonctionnement de la zone.

[14] Cela suppose en revanche que les éléments essentiels du traitement de données à caractère personnel ressortent de la loi. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la nature de la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données. Voir, en ce sens, l'avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/1, p. 119, observation 101. Voir également C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 16 février 2023, n° 26/2023, B.74.1 ; C.C., 17 mai 2023, n° 75/2023, B.55.2.1.

[15] Il sera veillé à assurer la cohérence des termes employés avec ceux utilisés dans l'alinéa en projet qui vient compléter l'article 29 de la loi du 7 décembre 1998 par l'effet de l'article 50, 7°, de l'avant-projet, à savoir « des décisions relatives aux affaires individuelles ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

6. Au paragraphe 4, la section de législation n'aperçoit pas comment les conseillers communaux peuvent adresser des questions orales « au collège de police ».

Sur ce point, la déléguée a expliqué :

> « En ce qui concerne les questions orales, le bourgmestre de la commune concernée répond loyalement en sa qualité de membre du collège de police. Le bourgmestre fournit une réponse soutenue par le collège de police.
>
> Au sein du conseil communal, les conseillers communaux peuvent également demander des éclaircissements au bourgmestre de leur commune sur les décisions prises par le collège de police. Le fait de poser des questions et de demander des éclaircissements garantit que le collège de police et le bourgmestre rendent compte de leurs décisions et de leur politique. Cela garantit la transparence.
>
> Le fait de poser des questions et de demander des éclaircissements est également un élément fondamental du processus démocratique au sein du conseil communal. Ainsi, tous les élus, quelle que soit leur position, ont droit à l'information sur la gouvernance de la zone de police ».

Il découle de ces explications que les questions orales doivent être adressées au bourgmestre et non au collège de police.

La disposition en projet sera clarifiée en ce sens, d'autant que son alinéa 2 prévoit déjà la possibilité d'interpeller le bourgmestre au sein du conseil communal sur les décisions prises par le collège de police.

L'auteur de l'avant-projet vérifiera par ailleurs si son intention est identique pour les questions écrites ou s'il entend réellement permettre aux conseillers communaux de transmettre individuellement des questions écrites au collège de police, comme le prévoit actuellement le texte.

Article 47

La disposition en projet interdit aux membres du collège de police de détenir un « intérêt direct dans l'adjudication d'un marché ».

Une telle formulation est susceptible d'apparaître trop restrictive puisqu'elle ne couvre pas, par exemple, l'hypothèse d'un intérêt « indirect ».

Il serait dès lors opportun de s'inspirer de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 'sur les marchés publics', lequel définit la notion de « conflit d'intérêts » [16] afin de revoir la disposition en projet.

[16] « La notion de conflit d'intérêts vise au moins toute situation dans laquelle lors de la passation ou de l'exécution tout fonctionnaire concerné, tout officier public ou toute autre personne liée à un adjudicateur de quelque manière que ce soit, en ce compris le prestataire d'activités d'achat auxiliaires agissant au nom de l'adjudicateur, ainsi que toute personne susceptible d'influencer la passation ou l'issue de celle-ci, a directement ou indirectement un intérêt financier, économique ou un autre intérêt personnel qui pourrait être perçu comme compromettant leur impartialité ou leur indépendance dans le cadre de la passation ou de l'exécution ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Celle-ci n'aurait toutefois vocation à s'appliquer qu'aux marchés autres que les marchés publics dès lors que les règles prévues à l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 s'imposent de plein droit à l'ensemble des marchés régis par cette loi, y compris ceux des zones de police.

Article 48

1. À l'article 28, § 2, en projet, il y a lieu de préciser le délai dans lequel le bourgmestre peut activer la procédure de « sonnette d'alarme » ainsi que le point de départ de ce délai.

2. Sur la question de savoir si l'intention est d'imposer que la sonnette d'alarme ne puisse être activée qu'en cas de cumul entre, d'une part, l'atteinte à un intérêt essentiel de la commune et, d'autre part, la violation d'une disposition légale ou réglementaire visée à l'article 87, § 1er, de la loi du 7 décembre 1998, la déléguée a précisé que la disposition sera revue afin de permettre l'invocation de la « violation de l'intérêt général », même en l'absence de violation d'une disposition légale ou réglementaire visée à l'article 87, § 1er. À cette occasion, il conviendra de remplacer le mot « et » [17] par le mot « ou » afin de permettre, de manière analogue, d'invoquer la violation d'une disposition légale ou réglementaire visée à l'article 87, § 1er, indépendamment d'une atteinte à un intérêt essentiel de la commune.

3. À l'article 28, § 2, alinéa 3, en projet, la référence aux termes « dans le respect des conditions de l'article 87 » apparaît trop vague. Afin d'éviter toute incohérence dans le dispositif en projet de « sonnette d'alarme », il serait préférable d'organiser celui-ci directement dans la disposition en projet ou, à défaut, dans une disposition autonome, les renvois à l'article 87 de la loi du 7 décembre 1998 n'étant pas suffisamment précis et ne permettant pas toujours d'identifier clairement la règle applicable.

4. L'article 28, § 2, alinéa 4, en projet devrait être revu pour déterminer les conséquences d'une absence de communication au ministre de la justification motivée de la décision lorsque celle-ci a été suspendue par le gouverneur. Il convient également de clarifier si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de permettre au ministre d'annuler la décision suspendue ou seulement de confirmer ou d'infirmer la suspension.

5. La rédaction de la disposition en projet sera aussi revue pour éviter toute redondance – par exemple, plusieurs alinéas imposent que la demande soit écrite et motivée – et garantir une rédaction plus claire.

6. Indépendamment de la disposition en projet qui sera revue à la lumière des observations qui précèdent, la question se pose également de savoir si une telle procédure peut également être lancée par des membres du collège de police ou du bureau contre une décision prise par le bureau.

[17] Mot qui figure entre les mots « intérêt essentiel de sa commune » et les mots « viole une disposition légale ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 49

1. La notion de « gestion quotidienne » gagnerait à être définie [18] dans le dispositif ou à tout le moins précisée dans le commentaire de l'article.

2. L'article 28/1, § 2, en projet prévoit que le président du collège de police peut attribuer des « portefeuilles » en lien avec l'exercice de la police de base aux membres du bureau.

Sur ce point, la déléguée a précisé :

> « L'attribution de portefeuilles spécifiques permet aux membres du bureau de se spécialiser dans certains aspects des missions de police de base, ce qui se traduit par une exécution plus efficace et plus efficiente des tâches. Cela peut également favoriser la coordination entre les membres. Il ne s'agit pas d'une subdélégation et les décisions restent collégiales, mais il s'agit d'une possibilité visant à renforcer les connaissances et la spécialisation ».

Le commentaire de l'article sera complété pour contenir ces explications.

Dans la version néerlandaise de l'article 28/1, § 2, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'insérer les mots « aan de » avant le mot « leden ».

3. Le paragraphe 2, alinéas 3 et 4, en projet du même article prévoit respectivement que « le gouverneur peut être invité à participer aux séances du bureau, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour » et que « le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, le Haut Fonctionnaire de l'Agglomération bruxelloise et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent participer aux réunions du bureau ».

Sur la question de savoir s'il s'agit de prévoir une faculté ou une obligation, pour le bureau, d'inviter le gouverneur et les personnes visées à l'alinéa 4 en projet, et sur la cohérence avec les choix posés en ce qui concerne le collège de police, il est renvoyé à l'observation 2 formulée sous l'article 31.

Il sera par ailleurs précisé que ces personnes ne disposent pas de voix délibérative et que celles visées à l'alinéa 4 en projet ne peuvent assister qu'aux séances du bureau de la zone de police de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

[18] Le cas échéant, si telle est l'intention, en s'inspirant d'autres normes, comme l'article 5:79 du Code des sociétés et des associations qui définit la notion de « gestion journalière ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

4. L'article 28/1, § 3, en projet gagnerait à prévoir que le règlement d'ordre intérieur soit rendu opposable aux tiers par une mesure de publicité afin que ceux-ci puissent prendre connaissance des délégations attribuées au bureau [19].

Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour les autres délégations en projet, comme celles au chef de corps ou à d'autres membres du personnel, telles qu'elles sont prévues par l'article 33, § 2, alinéa 2, en projet (article 55 de l'avant-projet).

5. L'article 28/1, § 3, alinéa 2, en projet énonce :

> « Le collège de police détermine les limites de cette délégation et en fixe les conditions. Il fixe également le mode de scrutin et de votes des décisions du bureau ».

L'avant-projet ne précise pas les règles applicables en matière de quorum et de majorité au sein du bureau.

Compte tenu du principe de légalité qui découle de l'article 184 de la Constitution, il ne serait pas admissible que ces éléments essentiels du fonctionnement du bureau soient fixés par le collège de police dans son règlement d'ordre intérieur.

Le cas échéant, l'avant-projet sera complété en conséquence.

Article 50

1. L'auteur de l'avant-projet précisera, dans le commentaire de l'article, la manière dont s'articule le rôle du chef de corps, chargé de préparer les affaires soumises au collège de police (article 29, 4°, en projet), avec l'existence d'un bureau également compétent pour la préparation des décisions du collège (article 28/1, § 1er, en projet, article 49 de l'avant-projet).

2. Dès lors que la communication aux conseils communaux des procès-verbaux des réunions du collège de police est subordonnée à leur approbation, l'avant-projet gagnerait à préciser un délai maximal pour l'approbation de ces procès-verbaux.

[19] Sur les règles générales en matière de délégation, voir C.E., 11 février 2025, n° 262.329 : « Il est admis qu'une délégation de compétence est envisageable, notamment, si le texte qui a attribué la compétence l'autorise expressément ou implicitement et si l'acte qui opère la délégation fait l'objet d'une publicité le rendant opposable aux tiers. À cet égard, l'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État a décidé, dans son arrêt n° 192.102 du 31 mars 2009 (ECLI:BE:RVSCE:2009:ARR.192.102), que, pour pouvoir valablement fonder la compétence de l'autorité délégataire, la délégation doit, entre autres, avoir été rendue opposable à la personne concernée par sa décision, ce qui implique qu'elle soit portée à sa connaissance. Les formalités préalables afférentes à cette publicité dépendent du public susceptible d'être concerné par l'exercice de cette compétence déléguée. Lorsqu'il s'agit de la généralité des citoyens, une publication de l'acte de délégation en principe au *Moniteur belge* est requise. En revanche, lorsqu'un arrêté donne délégation à une autorité pour prendre des décisions qui n'affectent que les agents de l'administration, cet arrêté n'intéresse pas la généralité des citoyens. Il est opposable aux agents concernés dès le moment où il a été porté à leur connaissance par une note de service ou par la mise à leur disposition d'un recueil de textes applicables à leur administration dans lequel il est inséré, voire par un affichage, un accès à un intranet ou toute communication électronique établis par le dossier administratif. Enfin, il est constant que, dans la mesure où la délégation déroge au principe de l'indisponibilité des compétences, ces conditions sont d'interprétation restrictive ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 52

1. L'article 30, alinéa 4, en projet prévoit que le comptable spécial est désigné par le collège de police « parmi les directeurs financiers des communes de la région flamande ou wallonne, les receveurs communaux de la région de Bruxelles-Capitale et les directeurs financiers des centres publics d'action sociale d'une des communes faisant partie de la zone de police ou d'une autre zone de police ».

Actuellement, le comptable spécial peut, d'après l'article 30, alinéa 6, de la loi du 7 décembre 1998 également être « un membre du personnel de niveau A du cadre administratif et logistique du corps de police locale, un receveur régional ou […] un membre du personnel d'une commune ou d'un centre public d'aide sociale appartenant ou non à la zone, qui satisfait aux conditions pour être nommé dans sa commune en qualité de receveur communal ou de receveur du centre public d'aide sociale, exception faite, le cas échéant, de la condition d'âge ».

Interrogée sur ce qui justifie cette suppression, la déléguée a expliqué :

> « L'auteur propose de réintroduire ces catégories de personnes dans le champ des personnes éligibles à la fonction de comptable spécial ».

La disposition en projet sera revue en conséquence et, de manière plus générale, l'ensemble des dispositions de l'avant-projet qui en découlent [20].

2. Au e), sur ce qu'il convient d'entendre par « toute autre mission en rapport avec ses compétences, notamment en matière de gestion financière », la déléguée a expliqué :

> « Il ne s'agit pas d'une délégation de compétences, mais d'une mission consultative, dans la ligne de ce que prévoit la Nouvelle loi communale pour le receveur à Bruxelles. Le comptable spécial peut ainsi être sollicité pour rendre un avis sur toute question ayant une incidence financière ou budgétaire, par exemple l'opportunité du financement d'un nouveau commissariat, la soutenabilité d'une augmentation du cadre du personnel, ou encore l'impact financier d'un projet d'investissement ».

Ces explications gagneraient à être reproduites dans le commentaire de l'article.

3. Le f) entend abroger l'article 30, alinéa 11, de la loi du 7 décembre 1998 qui contient notamment une habilitation au Roi de déterminer le statut du comptable spécial.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera que telle est bien son intention, l'avant-projet ne semblant pas déterminer lui-même le « statut » du comptable spécial.

L'avant-projet sera réexaminé en conséquence.

4. Le sort des comptables spéciaux en cas de fusion, qu'elle soit imposée ou volontaire, et la procédure de sélection entre les comptables des zones concernées par cette fusion n'apparaissent pas être réglés par l'avant-projet ou d'autres dispositions de la loi.

[20] Comme la mesure transitoire déterminée à l'article 135, alinéa 1er, de l'avant-projet.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

L'avant-projet sera réexaminé ou le commentaire précisé en conséquence.

5. Au g), les mots « contre l'exploit peut être introduit » seront remplacés par les mots « contre la contrainte peut être introduit ».

Article 53

L'article 32, alinéa 3 (et non alinéa 2), en projet énonce :

> « En cas d'absence durant une période de neuf mois consécutifs, le comptable spécial est réputé démissionnaire et le collège de police procède à la désignation d'un nouveau comptable spécial ».

Interrogée sur les raisons et la portée de cette disposition, la déléguée a expliqué :

> « Afin d'éviter toute paralysie du fonctionnement de la zone de police, il est nécessaire de préciser les modalités de remplacement du comptable spécial. Les absences de courte durée peuvent être gérées sous la responsabilité du titulaire. En revanche, lorsqu'une absence se prolonge, il appartient au collège de police d'assurer la continuité du service. C'est pourquoi le projet prévoit la possibilité de mettre fin à la fonction en cas d'absence de neuf mois consécutifs. Au-delà de cette période, le collège désigne un remplaçant temporaire, soit jusqu'au retour du comptable spécial, soit, si la situation l'impose, jusqu'au terme de son mandat. Si l'absence devient définitive au sens des règles statutaires, il revient alors au collège de procéder à une nouvelle désignation ».

Ces explications apparaissent contradictoires : il en résulte qu'il serait possible de mettre un terme à la fonction en cas d'absence de neuf mois consécutifs, mais qu'au-delà un remplaçant « temporaire » est désigné, soit jusqu'au retour du comptable spécial, soit jusqu'au terme de son mandat, ce qui semble au contraire supposer qu'il n'est pas mis fin à la désignation du comptable.

L'intention de l'auteur de l'avant-projet n'apparaît donc pas clairement arrêtée.

En outre, comme observé plus haut, les normes régissant la relation juridique entre la zone de police et le comptable spécial demeurent incertaines, ce qui ne permet pas de garantir le respect des droits sociaux dont celui-ci peut bénéficier.

Le dispositif sera dès lors réexaminé à l'aune de ce qui précède et, le cas échéant, adapté en conséquence.

Article 54

Au 2°, par la modification apportée à l'article 32*bis* de la loi du 7 décembre 1998, l'avant-projet entend prévoir que le secrétaire de la zone de police ne reçoit plus une « indemnité » mais une « allocation ».

Le commentaire de l'article gagnerait à préciser les conséquences de ce changement de terminologie.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 55

1. La version française de l'article 33, § 2, alinéa 1er, en projet, sera revue afin de viser, comme dans la version néerlandaise, le mode de passation des « marchés de travaux, de fournitures de services et des concessions de services ».

2. Le même alinéa sera également revu pour mentionner les concessions de travaux.

3. Dans le même article, au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, le mot « constatés » sera remplacé par le mot « conclus » par cohérence avec les termes utilisés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 'sur les marchés publics', auquel il y a lieu de renvoyer.

4. Au 4°, l'article 33, § 3, alinéa 5, en projet sera revu pour tenir compte de la situation dans laquelle la compétence a été déléguée à un membre du personnel autre que le chef de corps.

5. Au 5° (et non 6°), la section de législation n'aperçoit pas la pertinence ni la justification, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, de l'article 33, § 4, en projet, qui prévoit que les décisions du collège de police de zones de police situées dans les communes concernées ne sont exécutables « qu'à partir du jour où elles ne sont plus susceptibles de suspension ou d'annulation ».

À défaut de justification, cette disposition sera omise.

Article 56

À l'article 34, § 7, en projet, il sera précisé, comme l'a expliqué la déléguée, que la règle figurant à l'alinéa 2 est uniquement applicable pour les dépenses visées à l'alinéa 1er.

Article 57

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 34*bis* de la loi du 7 décembre 1998 renvoie à la loi du 22 mars 1993 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' qui a été abrogée par l'article 421 de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit'.

L'article 34*bis* sera mis à jour.

Article 59

Le mot « minimum » sera remplacé par le mot « minimal » par cohérence avec les articles 3 et 9/1 en projet de la loi.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Par ailleurs, comme en a convenu le délégué, les précisions figurant dans le commentaire de l'article [21] relatives au contenu de l'obligation seront intégrées dans le dispositif dès lors que l'intention est d'imposer un canevas spécifique.

Article 60

Interrogée sur la portée de l'article 36/1, alinéa 1er, en projet, qui dispose que l'« organisation de la police locale garantit la présence d'un agent de quartier pour 2000 habitants », la déléguée a précisé :

> « Il s'agit d'une obligation de moyens et non de résultat fondée sur un critère objectif : le seuil des 2 000 habitants vise les personnes domiciliées dans la zone, sans tenir compte des fluctuations temporaires de population ».

Il convient toutefois d'attirer l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur le fait que la disposition n'est pas rédigée comme consacrant une obligation de moyen, mais bien comme une obligation de résultat.

Articles 61 et 62

L'articulation entre le plan zonal de sécurité de la zone de police unique de Bruxelles, élaboré conformément à l'article 37, et le plan régional de sécurité que l'agglomération bruxelloise doit établir en vertu de l'article 37*bis* de la loi du 7 décembre 1998, doit être précisée [22].

Si, à la suite de son analyse, l'auteur de l'avant-projet entend abroger l'article 37*bis*, il lui appartiendra également de modifier l'article 4, § 2*quater*, 3°, de la loi du 26 juillet 1971 'organisant les agglomérations et les fédérations de communes' [23]. De telles modifications, qui affectent les compétences de l'agglomération, devront être intégrées dans un avant-projet de loi distinct, relevant de l'article 78 de la Constitution dès lors que l'article 165 de celle-ci y est visé.

L'avant-projet sera en conséquence revu.

---

[21] « Le nouvel alinéa 5 complète l'article 36 en imposant que « la manière dont le service minimum est assuré dans chaque commune » figure explicitement dans le plan zonal de sécurité. Cette contrainte rédactionnelle oblige le collège de police à chiffrer et à décrire, pour chacune des communes de la zone :
– les effectifs affectés (nombre et qualification des agents) ;
– les plages horaires garanties ;
– les modalités de disponibilité ou de permanence ;
– le calendrier de réévaluation des besoins.
Grâce à ce mécanisme, les citoyens et les élus disposent d'un document assorti de rubriques claires par commune, favorisant la lisibilité et le contrôle démocratique de la couverture policière ».

[22] Voir, en ce sens, l'avis 77.446/2 donné le 28 février 2025 sur une proposition de loi « créant une zone de police de Bruxelles-Capitale », *Doc. parl.*, Chambre, n° 55-588/002, pp. 3-8.

[23] En ce sens et de manière plus générale, en ce qui concerne l'implication éventuelle des modifications en projet sur les lois sur la fonction de police et l'agglomération bruxelloise, voir l'avis 67.649/2 donné le 13 juillet 2020 sur un avant-projet de loi « modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la création d'une police métropolitaine bruxelloise » et l'avis 77.446/2.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 61

1. Interrogée sur ce qui justifie que l'article 37, alinéa 2, en projet ne prévoit plus l'approbation du plan zonal de sécurité par le procureur du Roi, la déléguée a précisé :

> « Il s'agit d'une omission matérielle. Il n'est évidemment pas question d'écarter l'intervention du procureur du Roi : le texte sera adapté afin de rétablir la référence nécessaire ».

Le texte sera revu en conséquence.

2. L'article 37, alinéa 2, en projet peut aboutir à ce que soit réputé approuvé un plan zonal de sécurité qui pourrait entrer en contradiction avec le plan national de sécurité. Si telle est bien l'intention, le commentaire devrait expliciter comment s'articuleraient les deux plans en cette hypothèse.

À l'article 37, alinéa 3, en projet, il sera précisé, comme l'a expliqué la déléguée, que le gouverneur doit approuver le plan zonal de sécurité tel qu'amendé, et ce, dans le délai prévu à l'alinéa 2.

Il y aura également lieu de remplacer dans cet alinéa les mots « n'approuve pas » par le mot « désapprouve », et ce, afin d'éviter une confusion avec l'hypothèse résultant de l'absence de décision du gouverneur.

Article 67

1. Interrogée sur la portée des mots « membre du personnel, exprimé en équivalent temps plein, ci-après 'ETP', du cadre réel opérationnel » à l'article 41*bis*/1, § 1er, en projet, la déléguée a expliqué :

> « La disposition ne vise pas à exclure certains membres du personnel, notamment les agents à temps partiel. La référence à l''équivalent temps plein' implique précisément que les membres du personnel à temps partiel sont pris en compte proportionnellement dans le calcul. Par exemple, deux agents à mi-temps équivalent à un équivalent temps plein.
>
> Le terme de 'cadre réel' renvoie aux membres du personnel réellement présents dans la zone, sans tenir compte de l'absentéisme structurel ou de longue durée. Il se distingue ainsi du 'cadre effectif', qui correspond au cadre réel diminué des absences prolongées. L'usage de la notion de cadre réel permet de mesurer la capacité structurelle de la zone telle qu'elle existe objectivement, indépendamment de fluctuations conjoncturelles.
>
> Enfin, la limitation initiale de la disposition au seul cadre opérationnel n'est pas entièrement satisfaisante. Les membres du personnel CALog contribuent eux aussi au fonctionnement général de la zone et à la mise en œuvre des missions de police, notamment en matière administrative, logistique, informatique ou de gestion des données. Leur intégration dans la disposition apparaît dès lors pleinement justifiée, afin de refléter de manière complète et fidèle l'ensemble des ressources humaines mobilisées au service des missions policières ».

Le dispositif sera donc revu pour inclure les membres du personnel CALog.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Le commentaire reprendra en outre utilement les explications relatives à la référence à l'« équivalent temps plein » et à la notion de « cadre réel ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 41*bis*/1, § 2, en projet.

2. L'article 41*bis*/1, § 1er, alinéa 2, en projet, prévoit que le montant total par année pouvant être alloué aux subsides destinés aux zones de police engagées dans un processus de fusion est de 10 millions d'euros [24], étant entendu que le montant à allouer par fusion est plafonné à 1,5 million d'euros.

Interrogée sur l'existence d'un mécanisme d'information permettant aux zones de police de savoir si des fusions sont en cours afin de bénéficier pleinement des subventions prévues, la déléguée a expliqué :

> « Il est effectivement utile de prévoir un mécanisme permettant aux autorités locales d'être informées en temps utile des projets de fusion en cours, afin qu'elles puissent bénéficier pleinement des subventions prévues. À cette fin, le SPF Intérieur assurera une communication claire et régulière avec les zones engagées dans un processus de fusion. La feuille de route consacrée aux fusions, publiée sur le site du SPF Intérieur, sera également actualisée pour intégrer les nouveaux incitants et fournir une information complète et à jour. […] Le site du SPF Intérieur sera donc adapté pour mentionner explicitement les fusions en cours au niveau des zones ».

L'avant-projet sera revu pour préciser qu'un tel mécanisme d'information sera mis en place.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour la « dotation » visée au paragraphe 2.

3. L'avant-projet sera complété afin de prévoir les critères principaux de répartition de l'enveloppe fermée de 10 millions d'euros par an visée au paragraphe 1er, pour le cas où cette enveloppe ne suffirait pas à couvrir l'ensemble des fusions projetées au cours d'une même année.

4. À l'article 41/1, § 2, alinéa 3, b), en projet, il est prévu que le montant de la dotation est multiplié par deux « lorsque la fusion est imposée en application d'une disposition législative ». Or, la seule fusion imposée par la loi est celle qui est prévue à l'article 9/1 en projet et qui concerne le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Si les motifs pour lesquels cette fusion doit être réalisée selon l'auteur de l'avant-projet font l'objet de larges développements dans l'exposé des motifs et le commentaire des articles, il conviendra de compléter le commentaire par les motifs pour lesquels ici aussi, spécifiquement pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, cette fusion justifie une multiplication par deux du montant de la dotation accordée à cette zone. À cet égard, le seul fait d'indiquer qu'il s'agit d'une fusion forcée n'apparaît pas suffisant.

[24] Il va de soi que cette disposition ne peut lier par elle-même le législateur budgétaire en dépit de la mention du « budget fédéral » dans cette disposition. La même observation vaut pour les autres dispositions de l'avant-projet mentionnant des montants « à charge du budget fédéral ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Le commentaire de l'article sera complété en ce sens.

5. Au même article, le paragraphe 2, alinéa 3, c), en projet sera clarifié pour préciser le coefficient multiplicateur applicable lorsque la nouvelle zone de police comprend 350 équivalents temps plein.

6. L'article 41*bis*/1, § 3, alinéa 1er, en projet dispose :

« La dotation visée au paragraphe 2 est attribuée annuellement pendant une période maximale de cinq exercices budgétaires consécutifs ».

L'avant-projet sera complété par les critères permettant de déterminer le nombre d'années durant lesquelles la dotation sera versée en tenant compte de la période maximale de cinq exercices budgétaires consécutifs.

Par ailleurs, le commentaire de l'article indique que ces versements pourraient avoir lieu « sur une période de 5 ou 10 ans ».

L'articulation sera revue afin d'assurer la cohérence entre le dispositif et le commentaire.

7. Concernant l'habilitation au Roi au paragraphe 3, alinéa 4, 2°, en projet du même article de fixer « les modalités de calcul du montant admissible », la déléguée a expliqué :

« Il ne s'agit pas d'arrêter des modalités de calcul supplémentaires, mais simplement de constater le résultat du calcul tel qu'il est fixé par la loi ».

Le dispositif sera clarifié en conséquence.

8. À l'article 41*bis*/1, § 3, alinéa 3, en projet, il y aurait lieu de mentionner quels sont les indices de départ et d'arrivée de l'indexation concernée.

9. Au paragraphe 3, alinéa 4, 5°, en projet, du même article, il y a lieu de préciser ce que l'auteur de l'avant-projet entend par « répartition linéaire ».

En outre, et plus fondamentalement, l'habilitation faite au Roi de fixer « les règles de priorisation et de répartition entre les fusions éligibles, en accordant une priorité aux fusions imposées » doit être précisée. En effet, les critères qui devront guider l'action du Roi sont rédigés en des termes trop vagues et ne ressortent ni du dispositif ni du commentaire qui l'accompagne.

Si, comme il a été souligné, une seule fusion imposée est à ce stade envisagée par l'avant-projet, à savoir celle pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le dispositif, qui s'inscrit dans la durée, ne permet pas de déterminer comment seront réparties les dotations entre les zones si d'autres fusions sont imposées à l'avenir ni d'assurer qu'un solde serait garanti en faveur des fusions volontaires, compte tenu de la règle de priorisation prévue et du plafond annuel global de 40 millions d'euros, tel qu'il est fixé par l'article 41*bis*/1, § 2, alinéa 2, en projet.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Le dispositif sera complété pour mieux encadrer l'habilitation au Roi.

10. La question se pose de savoir si les fusions de zones de police en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'avant-projet peuvent bénéficier de la subvention et de la dotation prévues par l'article 41*bis*/1 en projet.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'examiner cette question et, le cas échéant, de préciser le texte en conséquence.

Articles 71 et 116

L'article 65 de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police' sera, comme en a convenu la déléguée, adapté pour tenir compte des limitations du nombre de mandats en projet.

Article 72

1. La disposition en projet apporte des modifications aux procédures de renouvellement du mandat de chef de corps de la police locale [25].

L'auteur de l'avant-projet vérifiera qu'il ne convient pas de prévoir des mesures transitoires pour les procédures de renouvellement en cours.

2. Sauf en cas de justification, l'article 107 de la loi sera, par cohérence avec le 3°, revu afin de supprimer la règle analogue applicable aux mandataires de la police fédérale.

Article 79

Interrogée sur la question de savoir si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est, par la modification apportée par l'article 79, 2°, de donner au chef de corps la possibilité de nommer ou de recruter tous les « autres membres de la police locale » au sens de l'article 56 de la loi du 7 décembre 1998, la déléguée a expliqué :

> « Suite au dialogue avec les syndicats, l'auteur suggère : Le collège de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, sur proposition de la commission de sélection compétente ou du chef de corps, selon les conditions et modalités arrêtées par le Roi ».

Le projet sera revu en conséquence.

[25] Le 2° entend par exemple supprimer la phrase « La désignation ne peut être prolongée lorsque le conseil communal ou le conseil de police et le bourgmestre ou le collège de police émettent, après avoir entendu le chef de corps, un avis négatif motivé ».

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Articles 80 à 103

Comme l'avant-projet apporte des modifications aux différents mécanismes de tutelle, notamment sur les aspects procéduraux [26], l'auteur de l'avant-projet s'assurera qu'il n'y a pas lieu de régler également les conséquences de ces modifications sur les éventuelles procédures de tutelle déjà en cours lors de leur entrée en vigueur.

Articles 85 à 90

La section de législation n'aperçoit pas ce qui justifie que, à la suite des modifications projetées à l'article 73 de la loi du 7 décembre 1998, le conseil communal ne puisse plus introduire de recours contre les décisions relatives à la « contribution » de la commune au budget de la zone de police.

À défaut de justification sur ce point, l'avant-projet devra être revu en conséquence afin de préserver les garanties procédurales et le droit de recours des autorités communales.

Article 88

L'article 72, § 2, alinéa 3, en projet (article 86 de l'avant-projet) impose que la décision du gouverneur soit portée à la connaissance des conseils communaux.

En revanche, dans sa version modifiée, l'article 74, tel qu'adapté par l'article 88, 2°, de l'avant-projet, ne prévoit plus cette information pour la décision rendue par le ministre sur recours.

Il y a lieu de lever cette incohérence en maintenant l'obligation d'information des conseils communaux à l'article 74 en projet de la loi du 7 décembre 1998.

Article 91

Pour assurer la sécurité juridique, il conviendra de préciser, comme en a convenu la déléguée, à partir de quel moment prend cours le délai de vingt-cinq jours.

Article 94

De l'accord de la déléguée, une copie du recours sera adressée au collège de police lorsqu'il n'est pas à l'initiative de ce dernier.

L'alinéa 2 sera revu en conséquence.

[26] À titre d'illustration, l'article 82 de l'avant-projet étend le délai d'approbation des décisions relatives au cadre organique opérationnel ainsi qu'à celui du personnel administratif et logistique de la police locale, en le portant de vingt-cinq à quarante jours.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Article 99

1. Comme l'a expliqué la déléguée, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est également de garantir la publicité des décisions prises par le bureau ou par le chef de corps lorsqu'elles le sont sur délégation.

La disposition examinée sera précisée en conséquence.

2. Le commentaire de l'article énonce :

> « Il est prévu que la liste des décisions relatives aux affaires relevant de la police locale soit publiée sur le site web de la zone de police concernée. De cette manière, chacun peut en prendre connaissance. Les personnes ayant un accès limité aux moyens numériques peuvent consulter la liste en se rendant au(x) poste(s) de police de la zone concernée, où elles peuvent la demander ».

Ces explications gagneraient à être consacrées dans le dispositif.

Article 100

La disposition en projet supprime les références relatives aux délégations, ce qui a pour effet que certaines décisions prises par le bureau ou par le chef de corps, notamment en matière de marchés publics, ne seraient plus couvertes.

Comme l'a expliqué la déléguée, telle n'est pas l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

La disposition en projet sera revue en conséquence.

L'auteur de l'avant-projet vérifiera par ailleurs s'il ne convient pas de mentionner les concessions dans l'article 86 de la loi du 7 décembre 1998 qui se limite à viser les marchés publics.

Article 101

1. Comme l'a expliqué la déléguée, les décisions du bureau et du chef de corps prises sur délégation doivent également être visées par la disposition en projet, qui sera donc revue en tenant compte de ces explications.

2. L'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 prévoit actuellement que le collège de la zone peut, dans les quarante jours, « justifier de façon motivée une délibération suspendue » et adresser au ministre de l'Intérieur cette « délibération justificative », « sous peine de nullité de la délibération suspendue » [27].

[27] La formulation de l'article 87, § 2, de la loi gagnerait à être clarifiée dans sa totalité.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

L'article 101, 4°, de l'avant-projet prévoit de compléter cet alinéa par les mots : « Passé ce délai de quarante jours, la décision est considérée comme retirée ».

L'articulation entre la « nullité » et le « retrait » ainsi prévu apparaît ambiguë et l'intention de l'auteur de l'avant-projet n'est pas clairement établie.

Dans tous les cas, mieux vaudrait prévoir une décision explicite annulant la délibération suspendue lorsque la zone de police n'a pas saisi le ministre dans le délai prescrit.

3. L'article 87, § 3, en projet sera revu pour tenir compte du fait que la lésion de l'intérêt général peut également être invoquée conformément au paragraphe 1er en projet.

Article 102

1. Au 1°, les mots « Des délais » seront remplacés par les mots « Ces délais ».

2. L'article 88 de la loi du 7 décembre 1998, tel que modifié par l'article 102 de l'avant-projet, prévoit que la communication de la liste des décisions du collège de police au gouverneur constitue le point de départ des délais de contrôle de tutelle.

Il serait utile de préciser, à tout le moins dans le commentaire, que la seule présence du gouverneur lors d'une délibération du collège ne suffit pas à faire courir ces délais, afin d'éviter toute ambiguïté quant au moment où ceux-ci commencent effectivement à s'appliquer.

Article 117

Interrogée sur la portée de l'« autorisation du ministre de l'Intérieur » mentionnée à l'article 115*bis*/1 en projet, la déléguée a expliqué :

> « L'exigence d'une autorisation du ministre de l'Intérieur n'a plus d'utilité dès lors que l'arrêté est délibéré en Conseil des ministres. L'auteur propose donc de supprimer cette mention ».

La disposition en projet sera revue en conséquence.

Articles 119 et 120

Les titres VI et VII de la loi du 7 décembre 1998 comportent uniquement des dispositions modificatives et abrogatoires qui sont entrées en vigueur et ont produit leurs effets, en une fois, de telle sorte qu'il est dépourvu de signification juridique de les abroger [28].

[28] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 135.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

L'objectif d'améliorer la lisibilité de la loi qui est invoqué dans le commentaire des articles peut facilement être rencontré en ne reproduisant pas, dans les versions coordonnées, le contenu de ces dispositions modificatives [29].

Les articles 119 et 120 seront dès lors omis.

Article 121

L'auteur de l'avant-projet s'assurera que l'ensemble des dispositions qu'il entend abroger ont bien épuisé tous leurs effets juridiques [30].

Article 130

Interrogée sur la raison qui justifie l'abrogation de l'article 41*bis* de la loi du 7 décembre 1998 à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 41, § 1er, alinéa 2, de la même loi, la déléguée a expliqué :

> « L'auteur suggère, après réflexion, que l'article reste en vigueur afin de maintenir cette possibilité visée à l'article 41*bis* ».

L'article 130 sera dès lors omis.

Article 135

Selon les explications fournies par la déléguée, l'article 135, alinéa 2, de l'avant-projet a pour seule finalité de préciser que le mandat en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi ne doit pas être pris en compte dans le calcul du maximum de deux mandats successifs désormais imposés.

Il ne s'agit donc pas d'exonérer les mandataires actuellement en fonction de la nouvelle règle limitant l'exercice de la charge à deux mandats, mais uniquement d'éviter que le mandat en cours soit considéré comme l'un de ces deux mandats.

La rédaction de l'article 135, alinéa 2, sera revue afin de consacrer plus clairement cette intention.

*

[29] D'autant plus que le « nettoyage » de la loi ne peut l'emporter sur le risque que certains citoyens considèrent, à tort, que l'abrogation rétablit les dispositions concernées.

[30] Voir en particulier l'article 242, alinéa 2, et l'article 243, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond‡ en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE OPMERKING

1. In de nota aan de Ministerraad staat:

"9. Voorstel van beslissing

Gezien het positieve advies van IF, de instemming van de minister van Ambtenarenzaken en de minister van Begroting, keurt de Ministerraad dit voorontwerp van wet goed en machtigt hij dat het binnen dertig dagen ter advies wordt voorgelegd aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Het ontwerp zal ook ter advies worden voorgelegd aan het Controleorgaan op de Politionele Informatie, de Algemene Inspectie van de Federale Politie en van de Lokale Politie, het College van Procureurs-generaal, de Federale Politieraad, de representatieve verenigingen van steden en gemeenten, de Burgemeestersraad en de Vaste Commissie van de Lokale Politie.

Vervolgens worden het advies van de Raad van State en de bovengenoemde adviezen in tweede lezing behandeld. In dat kader zal het voorontwerp opnieuw worden voorgelegd aan de Ministerraad, met als basis een dotatie van 55.000.000 euro voor de verplichte fusie van de zes Brusselse politiezones."

2. In de notificatie van het overleg in de Ministerraad van 18 juli 2025 staat:

"1. Met dien verstande dat rekening zal worden gehouden met de brief van de Minister van Begroting, worden de voorstellen, vervat in punt 9 van de nota van 15 juli 2025, goedgekeurd.

2. Bijgevolg, mag [het] voorontwerp voor advies aan de Raad van State, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en aan de in punt 9 van de genoemde nota vermelde instanties worden gezonden.

Het zal nadien opnieuw aan de Raad worden voorgelegd."

3. Het voorontwerp is op 6 november 2025 aan de afdeling Wetgeving voorgelegd.

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, bevat inzonderheid de volgende elementen:

– het advies van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie van 22 augustus 2025;

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

– het advies van Brulocalis van 26 augustus 2025;

– het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie van 28 augustus 2025;

– het advies van de Union des Villes et Communes de Wallonie van 9 september 2025;

– het advies van de Vaste commissie van de lokale politie van 15 september 2025;

– het advies van de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten van 23 september 2025;

– het protocol van de onderhandelingscomités voor de politiediensten van 10 september, 16 september en 23 september 2025;

– het advies van het College van procureurs-generaal van 25 september 2025;

– het advies van de Raad van burgemeesters van 1 oktober 2025;

– het advies van de Federale politieraad van 8 oktober 2025.

4. Op de vraag of het voorontwerp dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, een versie betreft van het voorontwerp waarover op 18 juli 2025 overleg is gepleegd in de Ministerraad en die geamendeerd is om rekening te houden met de vervulde vormvereisten, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

> "L'avant-projet soumis à la section de législation constitue le texte tel qu'adopté par le Conseil des ministres le 18 juillet 2025.
>
> Suite à la négociation syndicale, deux syndicats n'ont pas rendu d'avis. Deux syndicats ont signé un protocole d'accord. Une partie des remarques formulées par les syndicats a fait l'objet d'accords avec l'auteur du projet en vue de modifier le texte; ces accords ne sont pas répertoriés dans la version du 18 juillet, puisqu'elle lui est antérieure.
>
> Par ailleurs, les différents avis rendus peuvent donner lieu à des modifications ponctuelles du texte mais il n'y a pas à ce stade d'accord sur un texte amendé au sein du gouvernement."

5. Er is dus een termijn van bijna vier maanden verstreken tussen het overleg in de Ministerraad tijdens hetwelk de steller van het voorontwerp verzocht werd dat voorontwerp voor te leggen aan de afdeling Wetgeving en het moment waarop de afdeling Wetgeving daadwerkelijk geadieerd is. Er is van die termijn gebruikgemaakt om alle andere voorafgaande vormvereisten te vervullen waaraan voldaan moest worden krachtens datzelfde overleg. Het laat zich aanzien dat het voorontwerp aangepast zal worden om rekening te houden met de adviezen die aldus reeds verkregen zijn, aangezien uit het voorliggende advies blijkt dat de steller van het voorontwerp heel wat opmerkingen die tijdens dat overleg gemaakt zijn in aanmerking wil nemen. In een dergelijke context, en aangezien het gaat om het aannemen van een tekst die een impact heeft op de institutionele structuur, had het *in casu* voorkeur verdiend dat aan de Raad van State een

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

voorontwerp was voorgelegd dat in de ogen van de steller ervan definitief was, wat ervoor gezorgd zou hebben dat het advies van de afdeling Wetgeving ten volle had kunnen worden ingewonnen.

6. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het in aanmerking nemen van de reeds vervulde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 184 van de Grondwet luidt:

> "De organisatie en de bevoegdheid van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld. De essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld."

Het Grondwettelijk Hof heeft in arrest nr. 7/2009 van 15 januari 2009 het volgende geoordeeld:

> "B.4.1. Door de bevoegdheid inzake de regeling van de organisatie van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat die aangelegenheid zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen; aldus waarborgt artikel 184 van de Grondwet dat daarover wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.
>
> De niet-inachtneming van die bepaling houdt een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in, vermits de waarborg die het optreden van een democratisch verkozen vergadering biedt, aldus op een discriminerende manier aan een categorie van burgers zou worden ontzegd.
>
> B.4.2. (…) Hoewel artikel 184 van de Grondwet, in die aangelegenheid, de normatieve bevoegdheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit het niet uit dat een beperkte uitvoeringsbevoegdheid aan de Koning, of zelfs aan andere door de wetgever aangewezen overheden, wordt overgelaten. Een dergelijke delegatie is niet in strijd met het wettigheidsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn bepaald. (…)."

Het in artikel 184 van de Grondwet verankerde legaliteitsbeginsel is eveneens van toepassing op de financiering van de politiezones,[1] welke financiering onder het begrip organisatie van de geïntegreerde politiedienst valt.

[1] Zie in die zin advies 64.240/1-2-4 van 8 oktober 2018 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 januari 2019 'tot wijziging van bepalingen betreffende het wetenschapsbeleid, de geïntegreerde politie en defensie', *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 54-3406/1, 15-20.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

De essentiële elementen in verband met die financiering moeten dan ook vastgesteld worden in de wet zelf en mogen niet gedelegeerd worden aan de uitvoerende macht.

Om tegemoet te komen aan die vereisten moet de machtiging aan de Koning, vervat in het ontworpen artikel 41, § 1, tweede lid (artikel 65, 1°, van het voorontwerp), waarbij aan hem de bevoegdheid verleend wordt om de berekeningswijze van de federale basisdotatie vast te stellen, beter afgebakend worden.[2]

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor:

– de machtiging vervat in het ontworpen artikel 41*bis*, tweede lid (artikel 66 van het voorontwerp), waarbij aan de Koning de bevoegdheid verleend wordt om de voorwaarden vast te stellen voor de toekenning van en de criteria om in aanmerking te komen voor de in dat artikel bedoelde aanvullende begrotingsmiddelen;[3]

– de machtiging in het ontworpen artikel 115*bis*/1 (artikel 117 van het voorontwerp) om de subsidiebedragen vast te stellen alsook de criteria om in aanmerking te komen en de voorwaarden om geselecteerd te worden.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Wetten hebben geen aanhef maar worden voorafgegaan door een indieningsbesluit.[4]

Behalve in het geval dat, met toepassing van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, een beroep wordt gedaan op de dringende noodzakelijkheid, is niet vereist om in het indieningsbesluit van een wetsontwerp naar het advies van de Raad van State te verwijzen.[5]

[2] De vraag rijst overigens of niet voorzien moet worden in een vergelijkbare machtiging – onder voorbehoud van dezelfde kritiek – voor wat betreft de berekeningswijze van de bijkomende dotatie bedoeld in artikel 41, § 2, van de wet van 7 december 1998.

[3] Hoewel uit de toelichting bij de bepaling blijkt dat het de bedoeling is de rechtsgrond voor de specifieke subsidies te versterken door te bepalen dat ze enkel mogen worden gebruikt voor welbepaalde financiële lasten, en te voorkomen dat "koninklijke besluiten worden genomen zonder rechtsgrondslag of zonder nauwkeurige motivering van de gehanteerde criteria" alsook "lering [te trekken] uit het arrest nr. 260.620 van de Raad van State van 13 september 2024", bevat de voorgestelde wijziging criteria waarvan de onduidelijke aard het niet mogelijk maakt de aan de Koning verleende machtiging voldoende af te bakenen.

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 18.

[5] *Ibidem*, aanbeveling 36.4.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

DISPOSITIEF

Artikel 1

Luidens deze bepaling regelt de aan te nemen wet een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Die kwalificatie geldt evenwel niet voor de artikelen 16, 17, 24 en 25 van het voorontwerp. Deze bepalingen strekken immers tot opheffing van de artikelen 18*ter*, 18*quater*, 21*ter* en 21*quater* van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus', welke artikelen betrekking hebben op de beroepen inzake de geldigheid van de verkiezing en het ontslag van de leden van de politieraad vóór de als administratief rechtscollege optredende bestendige deputatie[6] of vóór de Raad van State.

Uit artikel 78, § 1, eerste lid, 4°, van de Grondwet volgt immers dat de "wetten op de Raad van State en op de federale administratieve rechtscolleges" een aangelegenheid vormen die valt onder de optioneel bicamerale procedure.

Om die reden dienen de bovenvermelde artikelen uit het (voor het overige monocamerale) voorontwerp gelicht te worden en in een onderscheiden wetsontwerp ondergebracht te worden,[7] dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt ingediend. In artikel 1 van laatstgenoemd wetsontwerp moet dan verwezen worden naar artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 2

Artikel 2 strekt er inzonderheid toe rechtspersoonlijkheid te verlenen aan de ééngemeentepolitiezones.

De gemachtigde is het ermee eens dat het voorontwerp aangevuld moet worden met een overgangsbepaling die ertoe dient rekening te houden met de procedure inzake de toekenning van die rechtspersoonlijkheid.

Het voorontwerp moet voorts aldus aangevuld worden dat daarin gepreciseerd wordt welke de gevolgen zijn van de toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de ééngemeentepolitiezones, in het bijzonder wat het personeel en het patrimonium van de zone betreft, om ervoor te zorgen dat het dispositief duidelijkheid en rechtszekerheid biedt.

Het voorontwerp moet herzien worden in het licht van deze opmerking.

[6] Of het college bedoeld in artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen'.

[7] Dat wetsontwerp moet eveneens een bepaling bevatten die strekt tot opheffing van artikel 16, eerste lid, 6°, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 3

1. In het ontworpen artikel 9/1 wordt een vaste termijn ("De Koning stelt de lokale politie van deze nieuwe politiezone in (…) uiterlijk één jaar na inwerkingtreding van dit artikel") gecombineerd met wat lijkt op een opschortende voorwaarde ("wanneer hij vaststelt dat aan de volgende voorwaarden is voldaan:") zonder dat daarbij gepreciseerd wordt wat er gebeurt als bij het verstrijken van de termijn niet voldaan wordt aan die voorwaarden.

Die combinatie geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid: de vraag rijst of het verstrijken van de termijn dwingend is, in welk geval het niet-vervullen van de voorwaarden er niet aan in de weg zou staan dat de lokale politie ingesteld wordt, dan wel of de voorwaarden primeren, in welk geval die termijn louter indicatief wordt.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Si ces trois conditions ne sont pas remplies, la tutelle coercitive peut être appliquée conformément à l'article 89 de la loi. Le gouverneur, ou le ministre de l'Intérieur, peut exécuter des mesures qui découlent des obligations liées à l'application de ces trois conditions."

Het dispositief moet in die zin verduidelijkt worden en in voorkomend geval aldus aangepast worden dat het op coherente wijze strookt met de aangebrachte precisering.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 124 van het voorontwerp, dat strekt tot wijziging van artikel 257*quinquies*/5 van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus'.

2. In de ontworpen bepaling wordt niet duidelijk bepaald welke overheid de in het ontworpen artikel 9/1, § 1, tweede lid, bedoelde voorwaarden moet verwezenlijken.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "[Il s'agit du] collège de police avec l'aide des chefs de corps des zones de polices concernées. Il est recommandé que, en concertation mutuelle, ils désignent un coordinateur chargé d'accompagner le processus de fusion.
>
> L'auteur d'avant-projet propose également de modifier la formulation afin qu'il soit plus clair que ces conditions doivent être respectées et que le Roi institue la zone une fois que ces conditions sont remplies."

Het dispositief moet dienovereenkomstig verduidelijkt worden.

3. Het ontworpen artikel 9/1, § 2, bepaalt dat de operationele voorbereidingsfase ondersteund wordt door de gouverneur op verzoek van de burgemeesters en de korpschefs, maar niet wat de nadere regels zijn voor dat verzoek, noch wat de vereiste meerderheid is om het in te dienen of wat de exacte aard is van de verwachte ondersteuning.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Bovendien wordt in de ontworpen bepaling niet gepreciseerd wie, tijdens de voorbereidingsfase waarvan sprake is in paragraaf 2, de verschillende initiatieven neemt waarin is voorzien, noch wat de eventuele gevolgen zijn als die verschillende maatregelen niet geconcretiseerd worden.

Het dispositief of, in voorkomend geval, de toelichting bij het artikel moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

4. Over wat begrepen moet worden onder het begrip "lokaal geïntegreerd veiligheidsbeleid" in het ontworpen artikel 9/1, § 2, derde lid, 3°, heeft de gemachtigde het volgende gezegd:

> "Le futur plan zonal de sécurité intégrée. L'auteur n'a pas d'objection à le reformuler en ces termes."

De afdeling Wetgeving vermoedt dat het gaat om het zonaal veiligheidsplan vermeld in artikel 36 van de wet van 7 december 1998.

Het dispositief moet verhelderd worden aan de hand van de uitleg van de gemachtigde.

5. Met betrekking tot het ontworpen artikel 9/1, § 2, derde lid, 4°, rijst de vraag wat verstaan dient te worden onder het begrip "valorisering" van de vaste activa in het kader van de samensmelting van politiezones.

Het verdient aanbeveling de toelichting bij het artikel in dat verband te verduidelijken.

De steller van het voorontwerp moet zich vergewissen van de correcte samenhang van die bepaling met de artikelen 257*quinquies*/7 en /8, van de wet van 7 december 1998, die toepasselijk zijn krachtens het ontworpen artikel 9/1, § 3, welke artikelen geen beoordelingsmarge lijken te laten wat betreft de overdracht van de goederen van de oude naar de nieuwe politiezones.

6. Aangezien artikel 107 van het voorontwerp strekt tot opheffing van artikel 91/3 van de wet van 7 december 1998, hoeft die bepaling niet vermeld te worden in het ontworpen artikel 9/1, § 3.

Artikel 4

1. Artikel 10 van de wet van 7 december 1998 luidt als volgt:

> "Elke politiezone beschikt over een lokaal politiekorps. In de meergemeentezones wordt de lokale politie zodanig georganiseerd dat ze over een of meer politieposten beschikt in elke gemeente van de zone."

Artikel 4 van het voorontwerp strekt tot aanvulling van deze bepaling met de woorden "en in elk geval op een manier dat de beschikbaarheid van de politie gegarandeerd wordt".

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

2. In de toelichting bij de artikelen staat met name:

"De politieposten moeten zo worden georganiseerd dat de beschikbaarheid van de politie verzekerd is. Tevens dient deze beschikbaarheid dynamisch te worden bekeken. Zo zou de politiepost kunnen voorzien in digitale en virtuele assistenten om tot een betere dienstverlening te komen. Een inwoner zou dan reeds vanop afstand in functie van zijn vraag op een efficiënte wijze contact kunnen opnemen met de lokale politie van zijn gemeente.

Dit doet echter geen afbreuk aan de onthaalfunctie van de politie en impliceert niet dat een digitale en virtuele assistent de fysieke politiepost kan vervangen. De politiepost kan ook voorzien dat inwoners zich niet steeds naar de fysieke politiepost dienen te verplaatsen door het inzetten van mobiele politieposten. De lokale politie za1 zo in functie van de behoeften van haar inwoners meer kwetsbare inwoners beter kunnen bereiken (hierbij wordt onder meer gedacht aan inwoners met een meer mature leeftijd, jongeren en studenten etc.). Voor deze groepen is er soms een hogere drempel om naar de fysieke politiepost te gaan. Door de dynamische inzet van voertuigen op afspraak, wordt deze drempel aanzienlijk verlaagd. Bijgevolg wordt artikel 10 aangevuld zodat de beschikbaarheid van de politie ten alle tijde wordt gegarandeerd.

Het is namelijk niet altijd evident, met name in politiezones zonder grote steden, om de politie zo te organiseren dat er in elke gemeente elke dag gedurende voldoende lange tijd politieposten toegankelijk zijn voor het publiek. Deze verduidelijking in artikel 10 benadrukt het doel van toegankelijkheid voor het publiek, waardoor deze verplichting flexibeler kan worden geïnterpreteerd, bijvoorbeeld door gebruik te maken van de mogelijkheden die digitalisering biedt of door op verzoek naar personen te gaan die contact willen opnemen met de lokale politie."

Zoals het Grondwettelijk Hof daaraan herinnerd heeft in arrest nr. 106/2004, dient rekening gehouden te worden met het feit dat "elkeen geen gelijke toegang heeft tot de informatietechnieken"[8] en dat het "beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie (…) [kan] worden geschonden wanneer de wetgever personen die zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden op dezelfde wijze behandelt".[9]

Bovendien erkent artikel 22*ter* van de Grondwet dat iedere persoon met een handicap "recht [heeft] op volledige inclusie in de samenleving, met inbegrip van het recht op redelijke aanpassingen". Bij artikel 9[10] van het Verdrag van de Verenigde Naties 'inzake de rechten van personen met een handicap', aangenomen te New York op 13 december 2006, wordt eveneens ten gunste van personen met een handicap een recht erkend op de toegankelijkheid van de openbare

[8] GwH 16 juni 2004, nr. 106/2004, B.14. Zie eveneens GwH 25 september 2025, nr. 126/2025.

[9] *Ibidem*.

[10] Dat artikel bepaalt inzonderheid: "1. Teneinde personen met een handicap in staat te stellen zelfstandig te leven en volledig deel te nemen aan alle facetten van het leven, nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen om personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen de toegang te garanderen tot de fysieke omgeving, tot vervoer, informatie en communicatie, met inbegrip van informatie- en communicatietechnologieën en –systemen, en tot andere voorzieningen en diensten die openstaan voor, of verleend worden aan het publiek, in zowel stedelijke als landelijke gebieden. Deze maatregelen, die mede de identificatie en bestrijding van obstakels en drempels voor de toegankelijkheid omvatten, zijn onder andere van toepassing op:
a) gebouwen, wegen, vervoer en andere voorzieningen in gebouwen en daarbuiten, met inbegrip van scholen, huisvesting, medische voorzieningen en werkplekken;
b) informatie, communicatie en andere diensten, met inbegrip van elektronische diensten en nooddiensten."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

diensten. Een handicap kan in vele gevallen ook een rem vormen voor de toegang tot digitale procedures.

Hoewel het dispositief aldus gesteld is dat de waarborg op de toegankelijkheid tot de politie versterkt wordt, komt niet duidelijk uit de toelichting bij de bepaling naar voren hoe die toegankelijkheid in werkelijkheid bewerkstelligd zal worden. Als het zaak is de verplichting om de toegankelijkheid voor het publiek tot de politieposten te versoepelen door digitalisering of door verplaatsingen na afspraak, is die versoepeling ten aanzien van de voornoemde grondwets- en verdragsbepalingen in dat verband alleen toelaatbaar in het geval dat gewaarborgd wordt dat wanneer de betrokken persoon geen toegang kan hebben tot de politie via digitale weg, hij toegang kan krijgen tot een fysieke politiepost of een mobiele ploeg.

De toelichting moet aldus herzien worden dat daarin gepreciseerd wordt op welke wijze die toegankelijkheid daadwerkelijk gegarandeerd zal worden.

Artikel 8

1. In het Waals Gewest en in de Duitstalige Gemeenschap wordt het "college van burgemeesters en schepenen" het "gemeentecollege" genoemd.

Iedere verwijzing in de ontworpen tekst naar het "college van burgemeesters en schepenen" moet dan ook begrepen worden als een verwijzing naar het gemeentecollege voor wat die entiteiten betreft, wat gepreciseerd moet worden in het ontworpen dispositief.

2. Het ontworpen zesde lid bepaalt het volgende:

"Behoudens ander akkoord tussen de leden van het politiecollege, wordt het voorzitterschap uitgeoefend voor minimaal twee jaar en maximaa1 zes jaar."

De draagwijdte van dat mogelijke akkoord blijft onduidelijk. De vraag rijst of daarin de mogelijkheid gezien moet worden om voorzitterschappen van minder dan twee jaar in te stellen dan wel of het eerder gaat om, zoals dat lijkt voor te vloeien uit de toelichting, een systeem van wisselvoorzitterschap, op voorwaarde dat voor elk voorzitterschap de voorgeschreven termijnen in acht worden genomen.

De tekst moet verduidelijkt worden.

3. De gemachtigde is het ermee eens dat het zevende lid aldus herzien moet worden dat daarin rekening gehouden wordt met het feit dat de installatie van de gemeenteraden eventueel in de tijd gespreid zal verlopen.

Artikel 9

1. In het ontworpen artikel 13 worden de bevoegdheden van het politiecollege opgesomd, welk college nu het enige beheersorgaan is van de politiezones.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Een dergelijke opsomming kan moeilijkheden opleveren, in deze zin dat ervan uitgegaan zou kunnen worden dat bevoegdheden die niet uitdrukkelijk vermeld of onvoldoende verduidelijkt worden, uitgesloten zijn.

Het ontworpen tweede lid bijvoorbeeld bepaalt niet dat het college in naam en voor rekening van de politiezone als verzoeker in rechte kan optreden in andere zaken dan de "vorderingen in kort geding, zoals in kort geding, en de bezitsvordering". De gemachtigde is het ermee eens dat de woorden "iedere rechtsvordering, met inbegrip van" ingevoegd moeten worden vóór de woorden "de vorderingen in kort geding".

De steller van het voorontwerp moet er zich dus van vergewissen dat de opsomming wel degelijk alle handelingen omvat die dienstig of nodig zijn voor het bestuur van de zone.

De tekst moet dienovereenkomstig opnieuw onderzocht worden.

2. Het ontworpen derde lid bepaalt het volgende:

> "Op verzoek van het politiecollege is de territoriaal bevoegde gemeenteraad tevens gemachtigd om in het belang van de politiezone te onteigenen te algemenen nutte zoals bedoeld in artikel 61, § 1 van de programmawet van 6 juni 1989."

Er dient gepreciseerd te worden of het onteigende goed overgedragen moet worden naar het patrimonium van de gemeente voordat het toegewezen wordt aan de politiezone dan wel of die overdracht rechtstreeks plaatsvindt vanuit het patrimonium van de onteigende naar dat van de politiezone, waarbij de gemeente dan slechts optreedt als tussenpersoon.

Artikel 31

1. Op de vraag waarom de ontworpen bepaling niet voorschrijft hoe vaak het college ten minste moet vergaderen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "L'auteur suggère de prévoir une exigence minimale de réunions annuelles du collège de police (10 fois par an) pour avoir une fréquence minimale de réunions ; cela garantit le suivi administratif et le contrôle démocratique."

Het dispositief moet in die zin worden aangepast.

2. In het ontworpen artikel 25, derde en vierde lid, wordt het volgende bepaald:

> "De gouverneur wordt op de vergaderingen van het politiecollege uitgenodigd, met name wanneer een agendapunt specifiek van belang is voor de coördinatie of het evenwicht tussen de gemeenten.
>
> De minister-president van het Brussel[s H]oofdstedelijk Gewest, de Hoge ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie en de vic[eg]ouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad nemen deel aan de vergaderingen van het politiecollege, zonder stemgerechtigd te zijn."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

In het ontworpen derde lid lijken de woorden "met name" erop te wijzen dat de gouverneur in nog andere gevallen wordt uitgenodigd dan in het vermelde geval ("wanneer een agendapunt specifiek van belang is voor de coördinatie of het evenwicht tussen de gemeenten"), terwijl de toelichting bij dat artikel te kennen geeft dat hij uitsluitend in dat vermelde geval wordt uitgenodigd.

In hetzelfde lid lijken de woorden "wordt uitgenodigd" er voorts op te wijzen dat het college verplicht is de gouverneur uit te nodigen, net zoals de woorden "nemen deel" in het ontworpen vierde lid erop lijken te wijzen dat de betrokken personen verplicht zijn deel te nemen.

Deze bepaling moet worden onderzocht in het licht van wat wordt voorgeschreven in verband met het uitnodigen van de gouverneur en van de personen die in het ontworpen vierde lid worden vermeld, voor de vergaderingen van het bureau van het college. Zo bijvoorbeeld bepaalt het ontworpen artikel 28/1, § 2, derde en vierde lid, van de wet van 7 december 1998 (artikel 49 van het voorontwerp) het volgende:

> "De gouverneur kan uitgenodigd worden om deel te nemen aan de vergaderingen van het bureau, naa[rg]elang van de punten die op de agenda staan.
>
> De minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Hoge ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie en de vic[eg]ouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen aan de vergaderingen van het bureau deelnemen."

In dat verband staat in de toelichting bij het artikel het volgende te lezen:

> "Naar analogie met de vergaderingen van het politiecollege kunnen de gouverneurs uitgenodigd worden op de vergaderingen van het bureau. Dit vanwege hun bijzondere rol in de totstandkoming van een coherent veiligheidsbeleid. De minister-president van het Brussel[s H]oofdstedelijk Gewest, de Hoge ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie en de vic[eg]ouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad zullen eveneens aan de vergaderingen van het bureau kunnen deelnemen [ingeval] er een bureau is opgericht."

De vraag rijst dus of de steller van het voorontwerp voor zowel het college als het bureau wil bepalen dat de gouverneur verplicht uitgenodigd wordt en dat de hierboven vermelde personen verplicht aanwezig zijn – wat betekent dat de regelmatigheid van de beraadslagingen in het gedrang komt als die verplichtingen niet worden nagekomen – dan wel of, zoals de woorden "kan uitgenodigd worden" of "kunnen deelnemen" suggereren, het de bedoeling is dat de gouverneur en de overige vermelde personen mogen deelnemen aan de vergaderingen van het politiecollege en het bureau, en of het in dat geval wel de bedoeling is te voorzien in een verplichte uitnodiging.

Die verschillende kwesties moeten in het dispositief en in de toelichting worden verduidelijkt.

Tot slot moet worden bepaald dat, zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, de gouverneur een raadgevende stem heeft.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

3. In het ontworpen vierde lid moet worden bepaald dat de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest optreedt in zijn hoedanigheid van orgaan van de Brusselse agglomeratie, zodat er geen onduidelijkheid kan bestaan over de aard van zijn optreden.[11] Hetzelfde geldt voor de overige gevallen waarin het voorontwerp naar de minister-president verwijst.

Ook moet worden bepaald dat de personen die in het ontworpen vierde lid worden bedoeld, enkel aan vergaderingen van het college van de politiezone van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen deelnemen.

4. De vraag rijst waartoe de aanwezigheid van de vicegouverneur in het college strekt, gelet op de bevoegdheden die hij ontleent aan artikel 65 van de wetten 'op het gebruik van de talen in bestuurszaken', gecoördineerd op 18 juli 1966.

Krachtens paragraaf 3 van die bepaling is de vicegouverneur bevoegd om de uitvoering van een beslissing van een gemeenteoverheid of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te schorsen wanneer die beslissing in strijd is met de regels betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken. Die bevoegdheid slaat dus *a priori* niet op besluiten van politiezones, welke

---

[11] Artikel 2 van de wet van 7 december 1998 bepaalt het volgende:
"In deze wet wordt verstaan onder: 1° de gouverneur: de provinciegouverneur of de krachtens artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bevoegde overheden van de Brusselse agglomeratie (…)."
Dat artikel 48 luidt als volgt:
"Onverminderd de leden 2 tot 4 en onverminderd de toepassing van artikel 53 van deze wet worden de bevoegdheden van de Raad en van het college van de Brusselse agglomeratie respectievelijk uitgeoefend door het Parlement en door de Regering bedoeld bij artikel 1, met naleving van de werkingsregels bepaald in Boek I en met uitzondering van artikel 37 van deze wet.
De in artikel 4, § 2*quater*, 1°, 2° en 7°, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de voorzitter van de regering bedoeld in artikel 34.
De regering kent een hoge ambtenaar die zij wijst (lees: aanwijst), op eensluidend advies van de federale regering, bepaalde van deze opdrachten toe, in het bijzonder de opdrachten betreffende de civiele veiligheid en de uitwerking van de plannen voor noodtoestanden, en met uitsluiting van de opdrachten betreffende de ordehandhaving, de coördinatie van de veiligheid en de harmonisering van de gemeentelijke politiereglementen. Indien het advies van de federale regering niet wordt uitgebracht binnen de veertig dagen van de kennisgeving door de gewestregering van het voorstel van benoeming, wordt het geacht gunstig te zijn.
De in artikel 4, § 2*quater*, 3° en 4°, van dezelfde wet bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend door de regering bedoeld in artikel 34."
Artikel 4, § 2*quater* van de wet van 26 juli 1971 'houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten' bepaalt zijnerzijds het volgende:
De Brusselse agglomeratie:
1° oefent de bevoegdheden uit als bedoeld in de artikelen 128 en 129 van de provinciewet, alsook de bevoegdheden die in specifieke wetten worden toegekend aan de provinciegouverneur, behalve indien deze specifieke wetten er anders over beschikken;
2° coördineert de veiligheidsbeleidslijnen en verzekert en coördineert in dat kader de monitoring en de registratie van de criminaliteit;
3° werkt het gewestelijk veiligheidsplan uit, bedoeld in artikel 37bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
4° oefent het toezicht uit op de begrotingen van de politiezones;
5° moedigt het samenvoegen van administratieve diensten van de politiezones aan, alsook het beroep door deze diensten op de aankoopcentrale voor de aankoop van materiaal;
6° coördineert de preventiebeleidslijnen;
7° stelt een harmoniserende tekst voor de politiereglementen voor, met inachtneming van de specifieke kenmerken van de gemeenten."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

politiezones na de inwerkingtreding van het voorontwerp allemaal een rechtspersoonlijkheid krijgen die losstaat van die van de gemeenten.

Voorts kan de vicegouverneur krachtens paragraaf 4 de klachten onderzoeken betreffende de niet-naleving van die gecoördineerde wetten of van de koninklijke besluiten die daarmee verband houden, die ingediend zijn door een natuurlijke of rechtspersoon aangaande zaken die gelokaliseerd of lokaliseerbaar zijn in een gemeente van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. Die bevoegdheid onderstelt echter een adiëring via een klacht, wat niet noodzakelijk het geval is wanneer de vicegouverneur de vergaderingen van het politiecollege bijwoont.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht.

Artikelen 34, 56, 64 en 89

In het ontworpen artikel 25/3 (artikel 34 van het voorontwerp) staat dat de gemeenteraden van de gemeenten die de politiezone vormen, over de begroting en eventuele begrotingswijzigingen "beraadslagen".[12]

Het ontworpen artikel 34 (artikel 56 van het voorontwerp) verleent het politiecollege de bevoegdheid om de jaarrekeningen alsook de begroting van de uitgaven en inkomsten van de politiezone goed te keuren, en bepaalt dat geen enkele begroting mag worden goedgekeurd als de rekeningen van het voorlaatste boekjaar niet definitief werden vastgesteld door de toezichthoudende overheid.[13]

Bovendien bepaalt het ontworpen artikel 40 (artikel 64 van het voorontwerp) dat de gemeenteraden van de zones bij stemming beslissen over de dotatie die aan het lokale politiekorps moet worden toegekend.

Ten slotte bepaalt het ontworpen artikel 75, tweede lid (artikel 89 van het voorontwerp): "De gemeenteraden nemen de beslissingen over de wijzigingen in de politiebegroting ten laatste op 15 november van het begrotingsjaar."

Als men die verschillende bepalingen naast elkaar legt, blijkt niet duidelijk wie bevoegd is om de begroting vast te stellen.

Het voorontwerp moet dan ook duidelijker en op coherente wijze weergeven hoe de taken betreffende het vaststellen van de begroting van de politiezones over het politiecollege en de gemeenteraden verdeeld zijn, zodat er geen verwarring meer mogelijk is.

[12] In de toelichting bij de bepaling is meermalen sprake van een "beraadslaging" van de gemeenteraden over de ontwerpen van begroting, van begrotingswijziging of van rekeningen die door de politiecolleges zijn ingediend, ontwerpen die vergezeld zouden gaan van de bijlagen die vereist zijn voor hun "definitieve vaststelling".

[13] In de toelichting bij artikel 63 van het voorontwerp staat ook: "Gelet op het feit dat de politieraden worden afgeschaft en de ééngemeentezones over rechtspersoonlijkheid beschikken met deze hervorming, wordt de begroting van het lokaal politiekorps goedgekeurd door het politiecollege."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Het voorontwerp en de toelichting moeten dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

In dat verband wordt er in het bijzonder op gewezen dat de beoogde regelingen in het kader van een meergemeentepolitiezone borg moeten staan voor een doeltreffend werkend systeem. In die zin moet men nagaan of het de bedoeling is dat de goedkeuring van begrotingen, van begrotingswijzigingen of van rekeningen betreffende de zone definitief onmogelijk kan worden gemaakt als gevolg van de beraadslagingen van een gemeenteraad.

Artikel 44

1. Aan de gemachtigde is gevraagd waarom het ontworpen artikel 27, § 1, de gemeenteraden enkel toegang geeft tot akten en documenten betreffende het budgettaire beheer en de overheidsopdrachten van de politiezone, en hoe die bepaling zich verhoudt tot paragraaf 3, dat in een ruimer inzagerecht lijkt te voorzien. De gemachtigde heeft geantwoord dat enkel dient te worden voorzien in de ruimere mogelijkheid tot inzage zoals bepaald in paragraaf 3.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Ten aanzien van het legaliteitsbeginsel zoals het uit artikel 184 van de Grondwet voortvloeit, is de overdracht aan de politiecolleges van de bevoegdheid om de regels vast te stellen op grond waarvan de gemeenteraden toegang krijgen tot de akten en documenten bedoeld in de paragrafen 1 en 3, alleen toelaatbaar op voorwaarde dat die regels zich beperken tot bijkomstige aspecten en geen aantasting vormen van het recht op toegang dat door de ontworpen bepaling wordt gewaarborgd.

Die regels kunnen dus enkel betrekking hebben op de manier waarop die akten en documenten ter beschikking worden gesteld, en mogen geen voorwaarden voor inzage invoeren die de effectiviteit van het toegangsrecht aantast.

Om alle moeilijkheden te voorkomen, moet, zoals de gemachtigde heeft beaamd, op zijn minst worden bepaald dat de gemeenteraadsleden die documenten elektronisch kunnen verkrijgen.

3. Het begrip "besluiten betreffende aangelegenheden met individuele draagwijdte" is onduidelijk.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde geantwoord: "Afin d'être davantage conforme au RGPD, l'auteur propose la suggestion suivante 'des décisions qui contiennent des données à caractère personnel'."

Er moet echter worden opgemerkt dat veel besluiten mogelijk persoonsgegevens bevatten en dat bepaalde louter individuele handelingen rechtstreeks van belang kunnen zijn voor de gemeenteraden, zoals bijvoorbeeld de gemotiveerde voordracht van een korpschef van de lokale politie (ontworpen artikel 48, artikel 71 van het voorontwerp) of de aanwijzing van een bijzondere rekenplichtige (ontworpen artikel 30, artikel 52 van het voorontwerp).

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

De regels inzake gegevensbescherming verbieden niet dat persoonsgegevens worden meegedeeld, op voorwaarde dat dat nodig is voor de wettige doeleinden, *in casu* het toezicht dat gemeenteraden uitoefenen.[14]

De steller van het voorontwerp moet er zich dus van vergewissen dat het feit dat alle "besluiten waarin persoonsgegevens voorkomen" buiten het inzagerecht van de gemeenteraden worden gehouden, strookt met het nagestreefde doel.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de ontworpen tekst in artikel 50, 7°, van het voorontwerp.[15]

4. Het woord "notamment" moet worden weggelaten uit paragraaf 2, tweede lid, van de Franse tekst.

De gemachtigde heeft beaamd dat het verslag waarvan in paragraaf 2 sprake is, ook moet slaan op de territoriale toewijzing van het administratief en logistiek kader van de politiediensten.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

5. Wat betreft het ontworpen artikel 27, § 1, tweede lid, en § 4, tweede lid, slaat het inzagerecht of het vraagrecht van de gemeenteraadsleden enkel op besluiten van het politiecollege. Gelet op de belangrijke bevoegdheden die het bureau aan dat college kan overdragen, rijst de vraag of die regeling zoals ze wordt ingevoerd, wel strookt met het nagestreefde doel, namelijk de gemeenteraadsleden volledig informeren over de werking van de politiezone.

6. Wat paragraaf 4 betreft, begrijpt de afdeling Wetgeving niet hoe de gemeenteraadsleden mondelinge vragen kunnen stellen "aan het politiecollege".

Hierover heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

> "En ce qui concerne les questions orales, le bourgmestre de la commune concernée répond loyalement en sa qualité de membre du collège de police. Le bourgmestre fournit une réponse soutenue par le collège de police.

[14] Aan de andere kant veronderstelt dit dat de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens blijken uit de wet. De afdeling Wetgeving oordeelt in dat verband dat, ongeacht wat de aard van de betreffende aangelegenheid is, de volgende elementen in principe "essentiële elementen" zijn: 1°) de categorieën van verwerkte gegevens; 2°) de categorieën van betrokken personen; 3°) het doeleinde van de verwerking; 4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens. Zie in die zin advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie', *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/1, 119, opmerking 101. Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 16 februari 2023, nr.26/2023, B.74.1; GwH 17 mei 2023, nr. 75/2023, B.55.2.1.

[15] Men dient te waken over de coherentie tussen de bewoordingen die gebruikt worden en de bewoordingen van het ontworpen lid dat bij artikel 50, 7°, van het voorontwerp wordt toegevoegd aan artikel 29 van de wet van 7 december 1998, te weten "besluiten met betrekking tot individuele zaken".

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Au sein du conseil communal, les conseillers communaux peuvent également demander des éclaircissements au bourgmestre de leur commune sur les décisions prises par le collège de police. Le fait de poser des questions et de demander des éclaircissements garantit que le collège de police et le bourgmestre rendent compte de leurs décisions et de leur politique. Cela garantit la transparence.

Le fait de poser des questions et de demander des éclaircissements est également un élément fondamental du processus démocratique au sein du conseil communal. Ainsi, tous les élus, quelle que soit leur position, ont droit à l'information sur la gouvernance de la zone de police."

Uit die uitleg blijkt dat mondelinge vragen aan de burgemeester moeten worden gesteld, en niet aan het politiecollege.

De ontworpen bepaling moet in die zin worden verduidelijkt, temeer daar het tweede lid al voorziet dat de burgemeester in de gemeenteraad om meer uitleg kan worden gevraagd over de besluiten van het politiecollege.

De steller van het voorontwerp moet voorts nagaan of hij eenzelfde bedoeling heeft voor de schriftelijke vragen, dan wel of hij werkelijk bedoelt dat gemeenteraadsleden individueel schriftelijke vragen aan het politiecollege kunnen stellen, zoals momenteel in de tekst staat.

Artikel 47

Luidens de ontworpen bepaling is het leden van het politiecollege verboden "een direct belang te hebben bij de gunning van een opdracht".

Een dergelijke formulering kan te restrictief lijken omdat ze bijvoorbeeld het geval van een "indirect" belang buiten beschouwing laat.

Het is dus wenselijk de ontworpen bepaling te herzien op basis van artikel 6 van de wet van 17 juni 2016 'inzake overheidsopdrachten', waarin het begrip "belangenconflict" wordt omschreven.[16]

De ontworpen bepaling zou evenwel enkel van toepassing zijn op andere opdrachten dan overheidsopdrachten, aangezien de regels waarin artikel 6 van de wet van 17 juni 2016 voorziet, van rechtswege gelden voor alle opdrachten die door die wet worden geregeld, met inbegrip van de opdrachten van politiezones.

[16] "Het begrip belangenconflict beoogt ten minste iedere situatie waarin een bij de plaatsing of de uitvoering betrokken ambtenaar, openbare gezagsdrager of andere persoon die op welke wijze ook aan de aanbesteder verbonden is, met inbegrip van de namens de aanbesteder optredende aanbieder van aanvullende aankoopactiviteiten, alsook elke persoon die bij de plaatsing of op het resultaat ervan invloed kan hebben, direct of indirect, financiële, economische of andere persoonlijke belangen heeft die geacht kunnen worden hun onpartijdigheid en onafhankelijkheid bij de plaatsing of de uitvoering in het gedrang te brengen."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 48

1. In het ontworpen artikel 28, § 2, moet men preciseren binnen welke termijn de burgemeester de alarmbelprocedure kan opstarten, alsook wanneer die termijn ingaat.

2. Aan de gemachtigde is gevraagd of het de bedoeling is dat de alarmbel maar kan worden geluid wanneer er tegelijk sprake is van zowel een aantasting van een essentieel gemeentelijk belang als een schending van een wets- of verordeningsbepaling als bedoeld in artikel 87, § 1, van de wet van 7 december 1998. De gemachtigde heeft geantwoord dat de bepaling moet worden herzien zodat een "schending van het algemeen belang" kan worden aangevoerd, ook als er geen sprake is van schending van een wets- of verordeningsbepaling als bedoeld in artikel 87, § 1. Men zou bij die herziening het woord "en"[17] moeten vervangen door het woord "of", zodat evenzo een schending van een wets- of verordeningsbepaling als bedoeld in artikel 87, § 1, kan worden aangevoerd, los van de vraag of een essentieel gemeentelijk belang is aangetast.

3. In het ontworpen artikel 28, § 2, derde lid, vormen de bewoordingen "in naleving van het voormelde artikel 87" een te onduidelijke verwijzing. Om enige inconsistentie in de "alarmbelregeling" te voorkomen, zou het beter zijn die rechtstreeks in de ontworpen bepaling vast te leggen, of anders in een op zichzelf staande bepaling. De verwijzingen naar artikel 87 van de wet van 7 december 1998 zijn namelijk niet nauwkeurig genoeg en maken het niet altijd mogelijk uit te maken wat de toepasselijke regel is.

4. Het ontworpen artikel 28, § 2, vierde lid, zou moeten worden herzien zodat het bepaalt wat de gevolgen zijn ingeval aan de minister geen gemotiveerde verantwoording van het besluit wordt gegeven wanneer dat besluit door de gouverneur is geschorst. Ook moet duidelijk worden gemaakt of de steller van het voorontwerp de minister de mogelijkheid wil geven het geschorste besluit te vernietigen dan wel enkel de schorsing te bevestigen of ongedaan te maken.

5. De ontworpen bepaling moet voorts worden geherformuleerd zodat ze geen redundante informatie bevat – zo wordt bijvoorbeeld in meerdere leden voorgeschreven dat het moet gaan om een schriftelijk en gemotiveerd verzoek – en ze moet duidelijker worden geredigeerd.

6. Afgezien van de ontworpen bepaling die in het licht van de voorgaande opmerkingen moet worden herzien, rijst nog de vraag of een dergelijke procedure ook door leden van het politiecollege of van het bureau kan worden ingesteld tegen een besluit van het bureau.

[17] Tussen de woorden "een essentieel belang van zijn gemeente" en de woorden "een wettelijke of reglementaire bepaling".

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 49

1. Het verdient aanbeveling het begrip "dagelijks beheer" in het dispositief te definiëren[18] of op zijn minst nader te omschrijven in de toelichting bij het artikel.

2. Het ontworpen artikel 28/1, § 2, bepaalt dat de voorzitter van het politiecollege "portefeuilles" met betrekking tot de basispolitiezorg kan toekennen aan de leden van het bureau.

De gemachtigde heeft daarover het volgende gezegd:

> "L'attribution de portefeuilles spécifiques permet aux membres du bureau de se spécialiser dans certains aspects des missions de police de base, ce qui se traduit par une exécution plus efficace et plus efficiente des tâches. Cela peut également favoriser la coordination entre les membres. Il ne s'agit pas d'une subdélégation et les décisions restent collégiales, mais il s'agit d'une possibilité visant à renforcer les connaissances et la spécialisation."

Die uitleg moet in de toelichting bij het artikel worden opgenomen.

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 28/1, § 2, eerste lid, moeten de woorden "aan de" ingevoegd worden voor het woord "leden".

3. In de ontworpen paragraaf 2, derde en vierde lid, van hetzelfde artikel wordt respectievelijk bepaald dat "[d]e gouverneur kan (…) worden [uitgenodigd] om deel te nemen aan de vergaderingen van het bureau, naa[rg]elang van de punten die op de agenda staan" en dat "[d]e minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Hoge ambtenaar van de Brusselse Agglomeratie en de vic[eg]ouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad (…) aan de vergaderingen van het bureau [kunnen] deelnemen."

Wat betreft de vraag of het bureau de mogelijkheid dan wel de verplichting heeft de gouverneur en de in het ontworpen vierde lid bedoelde personen uit te nodigen, en wat betreft de samenhang met de keuzes die met betrekking tot het politiecollege zijn gemaakt, wordt verwezen naar opmerking 2 bij artikel 31.

Voorts moet worden bepaald dat die personen niet stemgerechtigd zijn en dat de personen die in het ontworpen vierde lid worden vermeld, enkel aan vergaderingen van het bureau van de politiezone van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad mogen deelnemen.

[18] De steller van het ontwerp kan zich daarvoor eventueel baseren op andere normen, zoals artikel 5:79 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarin een omschrijving van "dagelijks bestuur" wordt gegeven, voor zover dit strookt met wat hij voor ogen heeft.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

4. Het verdient aanbeveling in het ontworpen artikel 28/1, § 3, te bepalen dat het reglement van orde tegenstelbaar wordt gemaakt aan derden door middel van een bekendmaking, zodat die derden kennis kunnen nemen van de bevoegdheden die aan het bureau worden overgedragen.[19]

Hetzelfde geldt *mutatis mutandis* voor de overige ontworpen delegaties, zoals die welke aan de korpschefs of aan andere leden van het personeel worden verleend krachtens het ontworpen artikel 33, § 2, tweede lid (artikel 55 van het voorontwerp).

5. Het ontworpen artikel 28/1, § 3, tweede lid, luidt als volgt:

> "Het politiecollege bepaalt de grenzen van deze delegatie en stelt de eraan verbonden voorwaarden vast. Het bepaalt ook de stemprocedure en de wijze van stemming voor de beslissingen van het bureau."

Het voorontwerp bepaalt niet welke regels inzake quorum of meerderheid van toepassing zijn binnen het bureau.

Gelet op het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 184 van de Grondwet voortvloeit, zou het niet aanvaardbaar zijn dat het politiecollege die wezenlijke kenmerken van de werkwijze van het bureau in zijn reglement van orde regelt.

In voorkomend geval moet het voorontwerp dan ook worden aangevuld.

Artikel 50

1. De steller van het voorontwerp moet in de toelichting bij het artikel aangeven hoe de rol van de korpschef, belast met de voorbereiding van de zaken die aan het politiecollege worden voorgelegd (ontworpen artikel 29, 4°), zich verhoudt tot het feit dat er ook een bureau bestaat dat bevoegd is om de besluiten van het college voor te bereiden (ontworpen artikel 28/1, § 1, artikel 49 van het voorontwerp).

[19] Zie over de algemene regels inzake delegatie: RvS 11 februari 2025, nr. 262.329: "Il est admis qu'une délégation de compétence est envisageable, notamment, si le texte qui a attribué la compétence l'autorise expressément ou implicitement et si l'acte qui opère la délégation fait l'objet d'une publicité le rendant opposable aux tiers. À cet égard, l'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État a décidé, dans son arrêt n° 192.102 du 31 mars 2009 (ECLI:BE:RVSCE:2009:ARR.192.102), que, pour pouvoir valablement fonder la compétence de l'autorité délégataire, la délégation doit, entre autres, avoir été rendue opposable à la personne concernée par sa décision, ce qui implique qu'elle soit portée à sa connaissance. Les formalités préalables afférentes à cette publicité dépendent du public susceptible d'être concerné par l'exercice de cette compétence déléguée. Lorsqu'il s'agit de la généralité des citoyens, une publication de l'acte de délégation en principe au *Moniteur belge* est requise. En revanche, lorsqu'un arrêté donne délégation à une autorité pour prendre des décisions qui n'affectent que les agents de l'administration, cet arrêté n'intéresse pas la généralité des citoyens. Il est opposable aux agents concernés dès le moment où il a été porté à leur connaissance par une note de service ou par la mise à leur disposition d'un recueil de textes applicables à leur administration dans lequel il est inséré, voire par un affichage, un accès à un intranet ou toute communication électronique établis par le dossier administratif. Enfin, il est constant que, dans la mesure où la délégation déroge au principe de l'indisponibilité des compétences, ces conditions sont d'interprétation restrictive."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

2. Aangezien de notulen van de vergaderingen van het politiecollege pas na goedkeuring aan de gemeenteraden kunnen worden overgezonden, zou het voorontwerp een maximumtermijn voor de goedkeuring van die notulen moeten vaststellen.

Artikel 52

1. Het ontworpen artikel 30, vierde lid, bepaalt dat de bijzondere rekenplichtige door het politiecollege wordt aangewezen "onder de financieel directeurs van de gemeenten van het Vlaams of Waals Gewest, de gemeenteontvangers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de financieel directeurs van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van één van de gemeenten die deel uitmaken van de politiezone of van een andere politiezone".

Momenteel kan de bijzondere rekenplichtige, volgens artikel 30, zesde lid, van de wet van 7 december 1998 ook "een personeelslid van niveau A [zijn] van het administratief en logistiek kader van het lokale politiekorps, een gewestelijke ontvanger of (...) een personeelslid van een al dan niet tot de politiezone behorende gemeente of openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat voldoet aan de voorwaarden om in zijn gemeente benoemd te worden tot gemeenteontvanger of ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering, in voorkomend geval, van een leeftijdsvoorwaarde".

Op de vraag wat de reden is voor die weglating, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "L'auteur propose de réintroduire ces catégories de personnes dans le champ des personnes éligibles à la fonction de comptable spécial."

De ontworpen bepaling en, meer in het algemeen, alle bepalingen van het voorontwerp die eruit voortvloeien,[20] moeten dienovereenkomstig herzien worden.

2. Wat de bepaling onder e) betreft, heeft de gemachtigde in verband met wat moet worden begrepen onder "alle andere taken (…) die verband houden met zijn bevoegdheden, met name op het gebied van financieel beheer", de volgende uitleg verstrekt:

> "Il ne s'agit pas d'une délégation de compétences, mais d'une mission consultative, dans la ligne de ce que prévoit la Nouvelle loi communale pour le receveur à Bruxelles. Le comptable spécial peut ainsi être sollicité pour rendre un avis sur toute question ayant une incidence financière ou budgétaire, par exemple l'opportunité du financement d'un nouveau commissariat, la soutenabilité d'une augmentation du cadre du personnel, ou encore l'impact financier d'un projet d'investissement."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in de toelichting bij het artikel.

3. De bepaling onder f) strekt tot opheffing van artikel 30, elfde lid, van de wet van 7 december 1998, dat onder meer een machtiging verleent aan de Koning om het statuut van de bijzondere rekenplichtige vast te stellen.

[20] Zoals de overgangsmaatregel vastgelegd in artikel 135, eerste lid, van het voorontwerp.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

De steller van het voorontwerp moet zich ervan vergewissen dat dit wel degelijk zijn bedoeling is, aangezien het voorontwerp zelf het "statuut" van bijzondere rekenplichtige niet lijkt vast te stellen.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

4. Wat er gebeurt met de bijzondere rekenplichtigen in het geval van een samensmelting, ongeacht of die opgelegd of vrijwillig is, of volgens welke procedure de rekenplichtigen van de zones waarop die samensmelting betrekking heeft, worden geselecteerd, lijkt niet geregeld te worden in het voorontwerp of in andere bepalingen van de wet.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht of de toelichting moet dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

5. In de bepaling onder g), moeten de woorden "Verzet kan tegen het exploot worden ingediend" worden vervangen door de woorden "Tegen het dwangbevel kan verzet worden aangetekend".

Artikel 53

Het ontworpen artikel 32, derde lid (en niet tweede lid), luidt als volgt:

> "In geval van een afwezigheid gedurende een periode van negen opeenvolgende maanden, wordt de bijzondere rekenplichtige als ontslagnemend beschouwd en wijst het politiecollege een nieuwe bijzondere rekenplichtige aan."

Op de vraag op welke grond die bepaling steunt en wat de draagwijdte ervan is, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Afin d'éviter toute paralysie du fonctionnement de la zone de police, il est nécessaire de préciser les modalités de remplacement du comptable spécial. Les absences de courte durée peuvent être gérées sous la responsabilité du titulaire. En revanche, lorsqu'une absence se prolonge, il appartient au collège de police d'assurer la continuité du service. C'est pourquoi le projet prévoit la possibilité de mettre fin à la fonction en cas d'absence de neuf mois consécutifs. Au-delà de cette période, le collège désigne un remplaçant temporaire, soit jusqu'au retour du comptable spécial, soit, si la situation l'impose, jusqu'au terme de son mandat. Si l'absence devient définitive au sens des règles statutaires, il revient alors au collège de procéder à une nouvelle désignation."

Die uitleg lijkt tegenstrijdig: er volgt uit dat het mogelijk zou zijn om de functie te beëindigen in geval van een afwezigheid van negen opeenvolgende maanden, maar dat daarenboven een "tijdelijke" vervanger wordt aangewezen, ofwel tot aan de terugkeer van de bijzondere rekenplichtige, ofwel tot aan het einde van zijn mandaat, wat dan weer lijkt in te houden dat de aanwijzing van de rekenplichtige niet wordt beëindigd.

De bedoeling van de steller van het voorontwerp lijkt dus niet duidelijk vastgesteld te zijn.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Bovendien blijven, zoals hiervoor is opgemerkt, de normen die de rechtsverhouding tussen de politiezone en de bijzondere rekenplichtige regelen onzeker, waardoor de inachtneming van de sociale rechten waarop deze aanspraak kan maken, niet kan worden gewaarborgd.

Het dispositief moet dan ook opnieuw worden onderzocht in het licht van wat voorafgaat en, in voorkomend geval, dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 54

Wat betreft de bepaling onder 2°, wil het voorontwerp met de wijziging die het aanbrengt in artikel 32*bis* van de wet van 7 december 1998, bepalen dat de secretaris van de politiezone geen "vergoeding" meer krijgt, maar een "toelage".

Het verdient aanbeveling om in de toelichting bij het artikel de gevolgen van die terminologische wijziging te verduidelijken.

Artikel 55

1. De Franse tekst van het ontworpen artikel 33, § 2, eerste lid, moet worden herzien zodat het, zoals de Nederlandse versie, gaat over de wijze waarop de "marchés de travaux, de fournitures, de services et des concessions de services" worden gegund.

2. Hetzelfde lid moet ook herzien worden, zodat daarin de concessies voor werken vermeld worden.

3. In hetzelfde artikel moeten in de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, de woorden "op basis van" vervangen worden door de woorden "tot stand gekomen via", ter wille van de overeenstemming met artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 'inzake overheidsopdrachten', waarnaar moet worden verwezen.

4. Wat de bepaling onder 4° betreft, moet het ontworpen artikel 33, § 3, vijfde lid, worden herzien, zodat daarin rekening wordt gehouden met de situatie waarin de bevoegdheid aan een ander personeelslid dan de korpschef is gedelegeerd.

5. Wat de bepaling onder 5° (en niet 6°) betreft, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat, in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, de relevantie of de reden is van het ontworpen artikel 33, § 4, dat bepaalt dat de beslissingen van het politiecollege van de politiezones die in de betrokken gemeenten gelegen zijn, pas uitvoerbaar zijn "vanaf de dag waarop ze niet meer kunnen worden opgeschort (lees: geschorst) of geannuleerd".

Indien daarvoor geen verantwoording gegeven kan worden, moet deze bepaling weggelaten worden.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 56

Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, moet in het ontworpen artikel 34, § 7, aanvullend worden bepaald dat de regel in het tweede lid enkel geldt voor de in het eerste lid bedoelde uitgaven.

Artikel 57

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op het feit dat artikel 34*bis* van de wet van 7 december 1998 verwijst naar de wet van 22 maart 1993 'op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen', die is opgeheven bij artikel 421 van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen'.

Artikel 34*bis* moet worden bijgewerkt.

Artikel 59

Het woord "minimumdienstverlening" moet vervangen worden door de woorden "minimale dienstverlening", ter wille van de overeenstemming met de ontworpen artikelen 3 en 9/1 van de wet.

Bovendien moeten, zoals de gemachtigde heeft beaamd, de verduidelijkingen die in de toelichting bij het artikel[21] met betrekking tot de inhoud van de verplichting opgenomen zijn, in het dispositief worden opgenomen, aangezien het de bedoeling is een specifiek stramien op te leggen.

Artikel 60

Naar aanleiding van de vraag wat de strekking is van het ontworpen artikel 36/1, eerste lid, dat bepaalt dat "de organisatie van de lokale politie (...) de aanwezigheid van één wijkagent voor 2000 inwoners [garandeert]", heeft de gemachtigde de volgende toelichting gegeven:

> "Il s'agit d'une obligation de moyens et non de résultat fondée sur un critère objectif: le seuil des 2 000 habitants vise les personnes domiciliées dans la zone, sans tenir compte des fluctuations temporaires de population."

[21] "Het nieuwe lid 5 vult artikel 36 aan door te bepalen dat "de wijze waarop de minimale dienstverlening in elke gemeente wordt gewaarborgd" expliciet in het zonaal veiligheidsplan moet worden vermeld. Deze redactionele verplichting dwingt het politiecollege om voor elk gemeente in de zone het volgende te berekenen en te beschrijven:
- het toegewezen personeelsbestand (aantal en kwalificaties van de agenten);
- de gegarandeerde uren;
- de modaliteiten van de bereikbaarheid of permanentie;
- de kalender voor de revaluatie van de behoeften.
Dankzij dit mechanisme beschikken burgers en verkozenen over een document met duidelijke rubrieken per gemeente, wat de leesbaarheid en de democratische controle van de politiedekking bevordert."

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

De aandacht van de steller van het voorontwerp dient evenwel te worden gevestigd op het feit dat de bepaling niet is opgesteld als een middelenverbintenis, maar wel als een resultaatsverbintenis.

Artikelen 61 en 62

De onderlinge samenhang tussen het zonaal veiligheidsplan van de eengemaakte politiezone van Brussel, dat uitgewerkt wordt overeenkomstig artikel 37, en het gewestelijk veiligheidsplan dat de Brusselse agglomeratie moet opstellen krachtens artikel 37*bis* van de wet van 7 december 1998, moet worden verduidelijkt.[22]

Als de steller van het voorontwerp na zijn analyse artikel 37*bis* wil opheffen, moet hij ook artikel 4, 2*quater*, 3°, van de wet van 26 juli 1971 'houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten'[23] wijzigen. Dergelijke wijzigingen, die gevolgen hebben voor de bevoegdheden van de agglomeratie, moeten in een afzonderlijk voorontwerp van wet worden opgenomen, dat onder artikel 78 van de Grondwet valt, aangezien daarin artikel 165 van de Grondwet wordt vermeld.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 61

1. Naar aanleiding van de vraag hoe te verantwoorden valt dat in het ontworpen artikel 37, tweede lid, niet meer bepaald wordt dat het zonaal veiligheidsplan door de procureur des Konings goedgekeurd wordt, heeft de gemachtigde het volgende verklaard:

> "Il s'agit d'une omission matérielle. Il n'est évidemment pas question d'écarter l'intervention du procureur du Roi: le texte sera adapté afin de rétablir la référence nécessaire."

De tekst moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. Het ontworpen artikel 37, tweede lid, kan ertoe leiden dat een zonaal veiligheidsplan, dat strijdig zou kunnen zijn met het nationaal veiligheidsplan, geacht wordt te zijn goedgekeurd. Als dat effectief de bedoeling is, moet in de toelichting verduidelijkt worden hoe de twee plannen zich in dat geval tot elkaar verhouden.

[22] Zie in die zin advies 77.446/2 van 28 februari 2025 over een wetsvoorstel 'tot oprichting van een politiezone Brussel-Hoofdstad', *Parl.St.* Kamer, nr. 55-588/002, 3-8.

[23] Zie in die zin en meer in het algemeen, met betrekking tot de eventuele weerslag van de ontworpen wijzigingen op de wetten op het politieambt en de Brusselse agglomeratie, advies 67.649/2 van 13 juli 2020 over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus wat betreft de oprichting van een Brusselse Metropolitane politie' en advies 77.446/2.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

In het ontworpen artikel 37, derde lid, moet, zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, aanvullend worden gesteld dat de gouverneur het gewijzigde zonaal veiligheidsplan moet goedkeuren, en dit binnen de in het tweede lid gestelde termijn.

In dat lid moeten de woorden "niet goedkeurt" ook vervangen worden door het woord "afkeurt", om verwarring te vermijden met het geval waarin de gouverneur geen beslissing genomen heeft.

Artikel 67

1. Op de vraag wat de strekking is van de woorden "personeelslid, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, hierna "VTE", van het operationeel feitelijk kader" in het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 1, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "La disposition ne vise pas à exclure certains membres du personnel, notamment les agents à temps partiel. La référence à l''équivalent temps plein' implique précisément que les membres du personnel à temps partiel sont pris en compte proportionnellement dans le calcul. Par exemple, deux agents à mi-temps équivalent à un équivalent temps plein.
>
> Le terme de 'cadre réel' renvoie aux membres du personnel réellement présents dans la zone, sans tenir compte de l'absentéisme structurel ou de longue durée. Il se distingue ainsi du 'cadre effectif', qui correspond au cadre réel diminué des absences prolongées. L'usage de la notion de cadre réel permet de mesurer la capacité structurelle de la zone telle qu'elle existe objectivement, indépendamment de fluctuations conjoncturelles.
>
> Enfin, la limitation initiale de la disposition au seul cadre opérationnel n'est pas entièrement satisfaisante. Les membres du personnel CALog contribuent eux aussi au fonctionnement général de la zone et à la mise en œuvre des missions de police, notamment en matière administrative, logistique, informatique ou de gestion des données. Leur intégration dans la disposition apparaît dès lors pleinement justifiée, afin de refléter de manière complète et fidèle l'ensemble des ressources humaines mobilisées au service des missions policières."

Het dispositief moet dan ook zo worden herzien dat de CALog-personeelsleden erin worden opgenomen.

In de toelichting moet bovendien de uitleg met betrekking tot de verwijzing naar "voltijdsequivalent" en naar het begrip "feitelijk kader" worden overgenomen.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 2.

2. Het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 1, tweede lid, bepaalt dat het totale jaarlijkse bedrag dat toegekend kan worden voor de subsidies voor de politiezones die betrokken zijn in een samensmeltingsproces, 10 miljoen euro bedraagt,[24] met dien verstande dat het bedrag dat per samensmelting kan worden toegekend, wordt geplafonneerd op 1,5 miljoen euro.

[24] Het spreekt vanzelf dat die bepaling op zich de begrotingswetgever niet kan binden, ondanks de vermelding "federale begroting" in die bepaling. Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen van het voorontwerp waarin bedragen "ten laste van de federale begroting" worden genoemd.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Op de vraag of er een informatiemechanisme bestaat waardoor de politiezones kunnen weten of er samensmeltingen aan de gang zijn, zodat ze ten volle van de voorziene subsidies gebruik kunnen maken, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord.

> "Il est effectivement utile de prévoir un mécanisme permettant aux autorités locales d'être informées en temps utile des projets de fusion en cours, afin qu'elles puissent bénéficier pleinement des subventions prévues. À cette fin, le SPF Intérieur assurera une communication claire et régulière avec les zones engagées dans un processus de fusion. La feuille de route consacrée aux fusions, publiée sur le site du SPF Intérieur, sera également actualisée pour intégrer les nouveaux incitants et fournir une information complète et à jour. […] Le site du SPF Intérieur sera donc adapté pour mentionner explicitement les fusions en cours au niveau des zones."

Het voorontwerp moet zo worden herzien dat erin bepaald wordt dat een dergelijk informatiemechanisme zal worden ingevoerd.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de in de tweede paragraaf bedoelde "dotatie".

3. Het voorontwerp moet aangevuld worden teneinde te voorzien in de belangrijkste criteria voor het verdelen van de gesloten enveloppe van 10 miljoen euro per jaar bedoeld in paragraaf 1, voor het geval dat die enveloppe niet zou volstaan om alle samensmeltingen die tijdens eenzelfde jaar worden gepland, te dekken.

4. In het ontworpen artikel 41/1, § 2, derde lid, b), is voorzien dat het bedrag van de dotatie wordt vermenigvuldigd met twee "wanneer de samensmelting wordt opgelegd krachtens een wettelijke bepaling". De enige samensmelting die bij wet wordt opgelegd, is evenwel die waarin is voorzien in het ontworpen artikel 9/1 en die betrekking heeft op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. Hoewel de redenen waarom die samensmelting moet worden gerealiseerd volgens de steller van het voorontwerp uitgebreid toegelicht worden in de memorie van toelichting en in de toelichting bij de artikelen, moet de toelichting worden aangevuld met de redenen waarom ook hier, specifiek voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, deze samensmelting een verdubbeling van het bedrag van de aan deze zone toegekende dotatie rechtvaardigt. De loutere vermelding dat het om een gedwongen samensmelting gaat, is wat dat betreft niet voldoende.

De toelichting bij het artikel moet in die zin worden aangevuld.

5. In hetzelfde artikel moet de ontworpen paragraaf 2, derde lid, c), worden verduidelijkt om te preciseren welke vermenigvuldigingscoëfficiënt van toepassing zal zijn wanneer de nieuwe politiezone 350 voltijdsequivalenten heeft.

6. Het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 3, eerste lid, bepaalt het volgende:

> "De dotatie bedoeld in paragraaf 2 wordt jaarlijks toegekend voor een periode van maximaal vijf opeenvolgende begrotingsjaren.".

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Het voorontwerp moet worden aangevuld met de criteria aan de hand waarvan het aantal jaren kan worden bepaald gedurende welke de dotatie zal worden uitgekeerd, rekening houdend met de periode van maximaal vijf opeenvolgende begrotingsjaren.

Bovendien wordt er in de toelichting bij het artikel op gewezen dat die uitbetalingen "over een periode van 5 of 10 jaar" zouden kunnen plaatsvinden.

De samenhang moet worden herzien om te zorgen voor coherentie tussen het dispositief en de toelichting.

7. Wat betreft de machtiging die aan de Koning wordt verleend in de ontworpen paragraaf 3, vierde lid, 2°, van hetzelfde artikel om "de modaliteiten voor het berekenen van het toegelaten bedrag" vast te stellen, heeft de gemachtigde het volgende verduidelijkt:

> "Il ne s'agit pas d'arrêter des modalités de calcul supplémentaires, mais simplement de constater le résultat du calcul tel qu'il est fixé par la loi."

Het dispositief moet dienovereenkomstig verduidelijkt worden.

8. In het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 3, derde lid, zou vermeld moeten worden welke de begin- en eindindex van de betrokken indexering zijn.

9. In de ontworpen paragraaf 3, vierde lid, 5°, van hetzelfde artikel moet worden verduidelijkt wat de steller van het voorontwerp verstaat onder "lineaire verdeling".

Bovendien, en meer fundamenteel, moet de aan de Koning verleende machtiging om "de regels [vast te stellen] voor prioritering en verdeling tussen de in aanmerking komende samensmeltingen, door prioriteit te geven aan verplichte samensmeltingen" nader omschreven worden. De criteria die als leidraad moeten dienen voor het optreden van de Koning zijn immers te vaag geformuleerd en blijken noch uit het dispositief, noch uit de bijbehorende toelichting.

Hoewel het voorontwerp, zoals benadrukt is, in dit stadium slechts in één verplichte samensmelting voorziet, te weten die voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, kan op basis van het dispositief, dat in de tijd blijft bestaan, niet worden bepaald hoe de dotaties over de zones verdeeld zullen worden als er in de toekomst andere samensmeltingen opgelegd worden. Het dispositief laat evenmin toe te waarborgen dat er een saldo zou overblijven ten gunste van vrijwillige samensmeltingen, rekening houdend met de gestelde prioriteringsregel en het globaal jaarlijks maximumbedrag van 40 miljoen euro, zoals vastgesteld bij het ontworpen artikel 41*bis*/1, § 2, tweede lid.

Het dispositief moet aangevuld worden om de machtiging die aan de Koning wordt verleend beter af te bakenen.

10. De vraag rijst of de samensmeltingen van politiezones die aan de gang zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van het voorontwerp in aanmerking komen voor de subsidie en de dotatie waarvan sprake is in het ontworpen artikel 41*bis*/1.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Het staat aan de steller van het voorontwerp om die kwestie te onderzoeken en, in voorkomend geval, de tekst dienovereenkomstig te verduidelijken.

Artikelen 71 en 116

Artikel 65 van de wet van 26 april 2002 'houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten' moet, zoals de gemachtigde heeft beaamd, aangepast worden om rekening te houden met de bij het ontwerp ingevoerde beperkingen van het aantal mandaten.

Artikel 72

1. De ontworpen bepaling brengt wijzigingen aan in de procedures voor hernieuwing van het mandaat van korpschef van de lokale politie.[25]

De steller van het voorontwerp moet nagaan of er niet in overgangsmaatregelen voorzien moet worden voor de lopende hernieuwingsprocedures.

2. Artikel 107 van de wet moet, ter wille van de overeenstemming met de bepaling onder 3° herzien worden teneinde de soortgelijke regel die van toepassing is op de mandatarissen van de federale politie te schrappen, tenzij een gegronde reden wordt gegeven om dat niet te doen.

Artikel 79

Op de vraag of het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is om met de wijziging die bij artikel 79, 2°, aangebracht wordt, aan de korpschefs de mogelijkheid te geven om alle "andere leden van de lokale politie" in de zin van artikel 56 van de wet van 7 december 1998, te benoemen of aan te werven, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Suite au dialogue avec les syndicats, l'auteur suggère : Le collège de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, sur proposition de la commission de sélection compétente ou du chef de corps, selon les conditions et modalités arrêtées par le Roi."

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

[25] De bepaling onder 2° strekt bijvoorbeeld tot het schrappen van de volgende zin: "De aanstelling mag niet worden verlengd indien de gemeenteraad of de politieraad en de burgemeester of het politiecollege na de korpschef te hebben gehoord, een met redenen omkleed negatief advies uitbrengen.".

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikelen 80 tot 103

Aangezien het voorontwerp wijzigingen aanbrengt in de verschillende toezichtsregelingen, met name wat betreft de procedurele aspecten,[26] dient de steller van het voorontwerp na te gaan of er ook geen maatregelen getroffen moeten worden om de gevolgen te regelen van die wijzigingen voor de toezichtsprocedures die eventueel lopende zijn op het moment waarop die wijzigingen van kracht worden.

Artikelen 85 tot 90

De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe te verantwoorden valt dat de gemeenteraad als gevolg van de wijzigingen die worden aangebracht in artikel 73 van de wet van 7 december 1998, geen beroep meer zou kunnen instellen tegen de besluiten met betrekking tot de "bijdrage" van de gemeente aan de begroting van de politiezone.

Als daar geen verantwoording voor kan worden gegeven, moet het voorontwerp dienovereenkomstig worden herzien om de procedurele waarborgen en het beroepsrecht van de gemeenteoverheid te vrijwaren.

Artikel 88

Het ontworpen artikel 72, § 2, derde lid (artikel 86 van het voorontwerp) bepaalt dat de beslissing van de gouverneur ter kennis gebracht wordt van de gemeenteraden.

Artikel 74, zoals dat wordt aangepast bij artikel 88, 2°, van het voorontwerp, bevat deze informatieplicht evenwel niet meer voor de beslissing die de minister na beroep neemt.

Die inconsistentie dient te worden opgeheven door de verplichting om de gemeenteraden te informeren in het ontworpen artikel 74 van de wet van 7 december 1998 te behouden.

Artikel 91

Met het oog op de rechtszekerheid moet, zoals de gemachtigde heeft beaamd, bepaald worden vanaf welk ogenblik de termijn van vijfentwintig dagen ingaat.

[26] Ter illustratie: bij artikel 82 van het voorontwerp wordt de termijn voor de goedkeuring van besluiten betreffende de formatie van het operationeel personeel en administratief en logistiek personeel van de lokale politie verlengd, door die op te trekken van 25 dagen naar 40 dagen.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 94

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet een afschrift van het beroep naar het politiecollege worden gestuurd wanneer het beroep niet op initiatief van het politiecollege is ingesteld.

Het tweede lid moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 99

1. Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, is het eveneens de bedoeling van de steller van het voorontwerp ervoor te zorgen dat de beslissingen van het bureau of van de korpschef bekendgemaakt worden wanneer die beslissingen ingevolge delegatie genomen worden.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. In de toelichting bij het artikel staat het volgende te lezen:

> "Er wordt geopteerd dat de lijst van besluiten over aangelegenheden die de lokale politie betreffen, wordt gepubliceerd op de website van de desbetreffende politiezone. Op deze manier kan eenieder er kennis van nemen. Personen met een beperkte toegang tot digitale middelen kunnen de lijst raadplegen door naar de politiepost(en) te gaan van de desbetreffende zone waarbij zij de lijst kunnen opvragen."

Het verdient aanbeveling om die uitleg op te nemen in het dispositief.

Artikel 100

In de ontworpen bepaling worden de verwijzingen met betrekking tot de delegaties geschrapt, hetgeen tot gevolg heeft dat sommige van de beslissingen die door het bureau of door de korpschef worden genomen, met name in verband met overheidsopdrachten, niet meer binnen de werkingssfeer van deze bepaling vallen.

Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, is dat niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

De steller van het voorontwerp moet voorts nagaan of in artikel 86 van de wet van 7 december 1998, waarin enkel sprake is van overheidsopdrachten, niet ook de concessies moeten worden vermeld.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 101

1. Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, moeten de beslissingen van het bureau en van de korpschef die ingevolge delegatie zijn genomen, ook in de ontworpen bepaling worden vermeld, die dan ook herzien moet worden rekening houdend met die uitleg.

2. Artikel 87, § 2, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 bepaalt momenteel dat het college van de zone binnen veertig dagen "een geschorst besluit gemotiveerd [kan] rechtvaardigen" en dit "rechtvaardigingsbesluit" naar de minister van Binnenlandse Zaken stuurt, "op straffe van nietigheid van het geschorste besluit".[27]

Artikel 101, 4°, van het voorontwerp strekt ertoe dit lid aan te vullen met de volgende woorden: "Zodra die termijn van veertig dagen verstreken is, wordt het besluit beschouwd als ingetrokken."

De verhouding tussen de "nietigheid" en de "intrekking" is onduidelijk. De bedoeling van de steller van het voorontwerp wordt niet duidelijk weergegeven.

Het zou hoe dan ook beter zijn om te voorzien in een uitdrukkelijke beslissing tot nietigverklaring van het geschorste besluit wanneer de politiezone de zaak niet binnen de voorgeschreven termijn aan de minister heeft voorgelegd.

3. Het ontworpen artikel 87, § 3, moet worden herzien teneinde rekening te houden met het feit dat ook de schending van het algemeen belang kan worden aangevoerd, overeenkomstig de ontworpen paragraaf 1.

Artikel 102

1. In de Franse tekst van dit artikel moeten in de bepaling onder 1° de woorden "Les délais" worden vervangen door de woorden "Ces délais".

2. Artikel 88 van de wet van 7 december 1998, zoals gewijzigd bij artikel 102 van het voorontwerp, bepaalt dat het overzenden van de lijst van besluiten van het politiecollege aan de gouverneur het moment is waarop de termijnen voor toezicht beginnen te lopen

Het zou nuttig zijn om op zijn minst in de toelichting te verduidelijken dat de loutere aanwezigheid van de gouverneur tijdens een beraadslaging van het college niet volstaat om deze termijnen te laten ingaan, teneinde elke dubbelzinnigheid over het ogenblik waarop die daadwerkelijk beginnen te lopen, te vermijden.

[27] Het verdient aanbeveling artikel 87, § 2, van de wet in zijn geheel duidelijker te formuleren.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 117

Op de vraag wat de strekking is van de "toestemming van de minister van Binnenlandse Zaken", die in het ontworpen artikel 115*bis*/1 wordt vermeld, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "L'exigence d'une autorisation du ministre de l'Intérieur n'a plus d'utilité dès lors que l'arrêté est délibéré en Conseil des ministres. L'auteur propose donc de supprimer cette mention."

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikelen 119 en 120

Titel VI en VII van de wet van 7 december 1998 bevatten enkel wijzigings- en opheffingsbepalingen die in werking getreden zijn en hun eenmalige uitwerking hebben gehad, zodat de opheffing ervan juridisch betekenisloos is.[28]

Het doel dat daarmee volgens de toelichting bij de artikelen wordt nagestreefd, namelijk de leesbaarheid van de wet verbeteren, kan makkelijk worden bereikt door de inhoud van de wijzigingsbepalingen niet over te nemen in de gecoördineerde versies.[29]

De artikelen 119 en 120 moeten dan ook weggelaten worden.

Artikel 121

De steller van het voorontwerp dient zich ervan te vergewissen dat alle bepalingen die hij wil opheffen daadwerkelijk uitgewerkt zijn.[30]

Artikel 130

Op de vraag op grond waarvan artikel 41*bis* van de wet van 7 december 1998 opgeheven wordt op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 41, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "L'auteur suggère, après réflexion, que l'article reste en vigueur afin de maintenir cette possibilité visée à l'article 41*bis*."

Artikel 130 moet dan ook weggelaten worden.

[28] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 135.

[29] Te meer daar het "opschonen" van de wet niet kan opwegen tegen het risico dat sommige burgers ten onrechte denken dat de opheffing de betreffende bepalingen herstelt.

[30] Zie in het bijzonder artikel 242, tweede lid, en artikel 243, derde lid, van de wet van 7 december 1998.

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡

Artikel 135

Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde strekt artikel 135, tweede lid, van het voorontwerp er enkel toe te bepalen dat bij de berekening van het voortaan voorgeschreven maximum van twee opeenvolgende mandaten geen rekening gehouden moet worden met de mandaten die lopen op de dag van de inwerkingtreding van de wet.

Het is dus niet de bedoeling om de mandaathouders die thans in functie zijn, vrij te stellen van de nieuwe regel die bepaalt dat de functie nog slechts gedurende twee mandaten mag worden uitgeoefend, maar enkel om te vermijden dat het lopende mandaat als één van die twee mandaten zou worden beschouwd.

De tekst van artikel 135, tweede lid, moet herzien worden zodat die bedoeling duidelijker vastgelegd wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO Patrick RONVAUX

‡LW-CDMZJBEDA-HIECJTW‡